



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE
IFC

ACCÉLÉRER L'IMPACT

MOBILISER L'INVESTISSEMENT
À GRANDE ÉCHELLE

RAPPORT ANNUEL 2024 D'IFC



Ci-dessus : Représentation artistique du plus grand ferry électrique du monde qui, à son lancement fin 2025, reliera l'Argentine et l'Uruguay en offrant des services respectueux de l'environnement. Financé par IFC et Banco Santander Uruguay, ce navire de la compagnie Buquebus transportera 2 100 passagers et compensera l'équivalent de plus de 37 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone chaque année, devenant ainsi le premier ferry électrique dans les économies émergentes et la première opération de financement bleue en Uruguay.

Couverture : Photo par Dorte Verner (DorteVerner.com). La photographie montre des femmes *murias* en train de danser à Chhattisgarh (Inde).

TABLE DES MATIÈRES

- 2 Message des Administrateurs d'IFC
- 4 Message d'**Ajay Banga**, président du Groupe de la Banque mondiale
- 6 Message de **Makhtar Diop**, directeur général d'IFC
- 8 IFC, Exercice 24 : de l'investissement à l'impact
- 11 L'équipe de direction
- 12 Devenir une Banque meilleure

RÉSULTATS

- 14 Groupe de la Banque mondiale : résumé des résultats de 2024
- 16 Rétrospective de l'exercice d'IFC en 2024

LA STRATÉGIE EN ACTION

- 20 Accélérer l'impact
- 22 Débloquer les capitaux
- 34 Les chemins de la prospérité
- 46 Repenser le financement du développement

FONCTIONS ESSENTIELLES

- 54 Répondre aux attentes
- 58 Durabilité
- 60 Responsabilité et surveillance
- 62 Diversité, équité et inclusion
- 63 Rapport de l'auditeur

Vous trouverez de plus amples informations sur le site Web d'IFC : www.ifc.org/AnnualReport.

À PROPOS D'IFC

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus importante institution mondiale d'aide au développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Elle mène des opérations dans plus d'une centaine de pays, consacrant son capital, son pouvoir de mobilisation, ses compétences et son influence à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de vie des personnes. Au cours de l'exercice 24, IFC a engagé un montant record de 56 milliards de dollars au profit de sociétés privées et d'institutions financières, mobilisant ainsi des solutions du secteur privé et des capitaux privés pour créer un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Pour de plus amples informations, consulter le site www.ifc.org.

ADMINISTRATEURS D'IFC

MESSAGE DES ADMINISTRATEURS D'IFC

Au cours de l'exercice 24, les Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale ont soutenu les efforts que l'institution ne cesse de déployer en vue de devenir une Banque meilleure. Ces améliorations opérationnelles arrivent à propos et sont nécessaires : si les perspectives de croissance économique à court terme se sont légèrement améliorées, atténuant les craintes d'une récession mondiale, la reprise post-pandémique reste faible dans de nombreux pays en développement, et les tensions sociales préexistantes perdurent. Il est de moins en moins probable que le monde atteigne les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, et le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité et l'escalade des tensions géopolitiques menacent davantage le développement. Pour aider les pays à relever ces défis interdépendants, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à verser 117,5 milliards de dollars (soit 37,6 milliards de dollars par la BIRD, 31,2 milliards de dollars par l'IDA, 31,7 milliards de dollars par IFC, 8,2 milliards de dollars par la MIGA et 8,9 milliards de dollars au titre des activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires) au cours de l'exercice 24.

Les Assemblées annuelles de 2023 ont marqué une étape importante pour le Groupe de la Banque mondiale, puisque les membres du Comité du développement ont approuvé la nouvelle vision de l'institution, celle d'un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Depuis lors, le Groupe de la Banque a mis en œuvre des réformes fondamentales pour construire une Banque meilleure, notamment en renforçant son assise financière, en mettant davantage l'accent sur les résultats et en améliorant son efficacité et son efficacité opérationnelles. Le Groupe de la Banque a également mis au point une nouvelle Fiche de performance institutionnelle et des outils de préparation et de réponse aux crises, lancé les Programmes d'action mondiaux et la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale,

élaboré le Pacte pour le savoir au service de l'action, noué quatre nouveaux partenariats (avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque islamique de développement) et rationalisé la mise en œuvre du Cadre environnemental et social de la Banque mondiale.

Les Administrateurs se félicitent de l'engagement pris par le Groupe de la Banque de consacrer 45 % de ses financements annuels à l'action climatique d'ici à 2025, répartis à parts égales entre l'atténuation et l'adaptation. IFC et la MIGA intensifieront leurs efforts pour stimuler le financement du secteur privé en faveur de l'adaptation au changement climatique. Les Administrateurs saluent également les engagements pris par le Groupe de la Banque pour 2030, à savoir fournir un accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique, en partenariat avec la Banque africaine de développement, et offrir des soins de santé de qualité et à un prix abordable à 1,5 milliard de personnes.

Le Groupe de la Banque a entrepris d'améliorer son modèle de financement afin de créer des communautés plus sûres et plus prospères dans les pays à faible revenu. Depuis les Assemblées annuelles de 2023, le Groupe de la Banque a levé des fonds pour le Mécanisme de gestion des crises de l'IDA et a maintenu la capacité financière de l'IDA à 30 milliards de dollars par an pour les exercices 24 et 25. La direction du Groupe de la Banque a proposé d'améliorer le Cadre d'adéquation des fonds propres de l'IDA, ce qui devrait permettre d'accroître les financements de l'IDA de 20 milliards de dollars jusqu'à l'exercice 37. Les Administrateurs prévoient que les fonds générés par ces mesures, associés aux fortes contributions des bailleurs de fonds pour la reconstitution des ressources de l'IDA en décembre 2024, amélioreront les conditions de vie et donneront aux pays les moyens de faire face aux crises

immédiates et d'atteindre leurs objectifs de développement à long terme. Au-delà du financement, la réalisation de ces objectifs nécessite l'engagement sans faille des bailleurs de fonds actuels et nouveaux, des pays clients et de la Banque mondiale.

La BIRD a réalisé des progrès significatifs dans l'amélioration de son assise financière tout en continuant à protéger sa note triple A et sa stabilité financière à long terme. De nouveaux instruments financiers, tels que les capitaux hybrides, une plateforme des garanties de portefeuille et le Fonds pour une planète vivable, ont été approuvés et des contributions ont déjà été annoncées par certains actionnaires du Groupe de la Banque. Le Conseil des Administrateurs a récemment approuvé le Cadre d'incitations financières, qui encouragera les pays BIRD à stimuler les investissements dans les programmes d'action mondiaux ayant un impact transfrontalier. Des progrès ont été accomplis dans le renforcement de la valeur du capital exigible. En outre, IFC et la MIGA élargissent leurs offres en matière d'investissement et de garantie, en y incluant de nouveaux instruments pour mobiliser des capitaux privés. Les Administrateurs attendent avec impatience la poursuite de l'opérationnalisation du Fonds pour les pertes et les préjudices, qui devrait constituer une ressource importante pour aider les pays en développement touchés par des catastrophes naturelles liées au changement climatique.

Les Administrateurs se félicitent de l'approfondissement des partenariats du Groupe de la Banque avec les banques multilatérales de développement et le secteur privé. Notre Charte de partenariat pour un Groupe de la Banque mondiale unifié, publiée en mai 2024, met en avant les principes qui définissent notre travail avec les partenaires et réaffirme notre vision du partenaire que nous aspirons à être. Le Laboratoire de l'investissement

privé, lancé en juin 2023, s'efforce de lever les obstacles aux investissements du secteur privé dans les marchés émergents.

En se rendant dans plusieurs pays clients durant l'exercice écoulé, les Administrateurs ont pu toucher du doigt l'impact du travail du Groupe de la Banque. Lors de leurs déplacements en Arabie saoudite (décembre 2023), en Chine, aux Fidji et au Samoa (janvier-février 2024), au Kazakhstan, en République kirghize et au Tadjikistan (mars 2024), ainsi qu'au Kenya et en Estonie (mai 2024), les Administrateurs se sont entretenus avec des responsables gouvernementaux de premier plan, des représentants du secteur privé, des membres du personnel du Groupe de la Banque, des bénéficiaires d'opérations du Groupe de la Banque, des bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes concernées.

À l'horizon de l'exercice 25, les Administrateurs et la direction restent déterminés à affiner l'approche du Groupe de la Banque afin de mieux servir les populations des pays à faible revenu. Les Administrateurs expriment leur gratitude à Ajay Banga pour le rôle prépondérant qu'il joue dans l'évolution du Groupe de la Banque, et remercient sincèrement l'ensemble du personnel de l'institution pour son travail acharné et son engagement inébranlable en faveur de la mission consistant à mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable.



Assis (de gauche à droite) :

Debout (de gauche à droite) :

Parameswaran Iyer
Inde

Abdulağiz Al Mulla
Koweït

Ernesto Acevedo
Mexique

Felice Gorordo
États-Unis (Administrateur suppléant)

Vel Gnanendran
Royaume-Uni

Matteo Bugamelli
Italie (doyen)

Junhong Chang
Chine (co-doyen)

Dominique Favre
Suisse

Ayanda Dlodlo
Afrique du Sud

Abdoul Salam Bello
Niger

Arnaud Buissé
France

Daniel Pierini
Argentine

Lene Lind
Norvège

Katharine Rechico
Canada

Suhail Saeed
Arabie saoudite

Michael Krake
Allemagne

Marcos Chiliatto
Brésil

Hideaki Imamura
Japon

Floribert Ngaruko
Burundi

Il Young Park
Corée (République de)

Hayrettin Demircan
Turquie

Wempi Saputra
Indonésie

Eugene Rhuggenaath
Pays-Bas

Roman Marshavin
Fédération de Russie

Tauqir Shah
Pakistan

POUR TENIR NOS ENGAGEMENTS, NOUS DEVONS METTRE AU POINT DE NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL PLUS EFFICACES. C'EST CE QUE NOUS AVONS FAIT AU COURS DE L'EXERCICE 24.

AJAY BANGA

Durant l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a adopté une nouvelle vision ambitieuse d'un monde sans pauvreté sur une planète vivable. Pour la réaliser, le Groupe de la Banque met en œuvre des réformes afin de devenir un meilleur partenaire pour les États, le secteur privé et, en fin de compte, pour les populations dont nous sommes au service. Au cours de nos 80 années d'existence, notre travail a rarement été autant marqué du sceau de l'urgence : nous observons un ralentissement des progrès de notre lutte contre la pauvreté, une crise climatique existentielle, une dette publique croissante, l'insécurité alimentaire, une reprise inégale après la pandémie et les effets des conflits géopolitiques.

Pour relever ces défis interdépendants, le Groupe de la Banque mondiale doit faire preuve de plus de rapidité, de simplicité et d'efficacité. Nous nous attelons à recentrer notre action pour faire face à ces défis non seulement par le financement, mais aussi par la connaissance. Notre Pacte pour le savoir au service de l'action, publié au cours de l'exercice 24, expose dans le détail la manière dont nous donnerons à tous les bénéficiaires du Groupe de la Banque, publics comme privés, les moyens d'agir en rendant plus accessible nos riches connaissances en matière de

développement. Nous avons également réorganisé les pôles mondiaux d'expertise de la Banque mondiale en cinq vice-présidences — Personnes, Prospérité, Planète, Infrastructures et Numérique — pour plus de souplesse et de rapidité dans la collaboration avec nos clients. Chacune de ces vice-présidences a franchi des jalons importants au cours de l'exercice 24.

Nous assistons les pays dans l'atteinte de l'objectif consistant à fournir des services de santé de qualité à un prix abordable à 1,5 milliard de personnes d'ici à 2030, afin que nos enfants et petits-enfants puissent mener une vie meilleure et en meilleure santé. Cette entreprise s'inscrit dans le cadre de notre effort mondial visant à fournir des soins de base à chaque étape de la vie d'une personne, de la naissance à l'âge adulte, en passant par l'enfance et l'adolescence. Pour aider les populations à résister aux chocs et aux crises alimentaires, nous renforçons les services de protection sociale afin de venir en aide à un demi-milliard de personnes d'ici à la fin de 2030, l'objectif étant que la moitié des bénéficiaires de ces interventions soient des femmes.

Nous aidons les pays en développement à créer des emplois, qui sont les vecteurs de prospérité les plus sûrs. Au cours des dix prochaines années, 1,2 milliard de jeunes des pays du Sud deviendront des adultes en âge de travailler. Pourtant, au cours de la même période et dans les mêmes pays, seulement 424 millions d'emplois auront être créés, selon les projections. Le coût de l'absence d'espoir d'un emploi ou d'un avenir décent pour des centaines de millions de jeunes est inimaginable ; et nous nous attelons à créer d'urgence des chances pour tous.



En réponse au changement climatique, sans doute le plus grand défi de notre génération, nous consacrons 45 % de nos financements annuels à l'action climatique d'ici à 2025, répartis à parts égales entre l'atténuation et l'adaptation. Nous avons notamment l'intention de lancer au moins 15 programmes nationaux de réduction du méthane d'ici à l'exercice 26, et notre Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier a contribué à renforcer les marchés du carbone à haute intégrité.

L'accès à l'électricité est un droit humain fondamental et est à la base de tout effort de développement réussi. Il accélérera la transformation numérique dans les pays en développement, renforcera les infrastructures publiques et préparera les personnes aux emplois de demain. Mais la moitié de la population africaine, soit 600 millions de personnes, n'a pas accès à l'électricité. Pour combler cette lacune, nous nous sommes engagés à fournir l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'ici à 2030 en partenariat avec la Banque africaine de développement.

Reconnaissant que le numérique est une chance de transformation majeure pour notre temps, nous collaborons avec les gouvernements de plus de 100 pays en développement pour promouvoir l'économie numérique. Notre portefeuille de prêts dans le domaine du numérique représente au total 5,6 milliards de dollars d'engagements en date de juin 2024 ; et notre nouvelle vice-présidence du Numérique dirigera nos efforts pour jeter les bases d'une économie numérique. Les principales initiatives comprendront la construction et l'amélioration des infrastructures numériques et de données, la garantie de la cybersécurité et de la confidentialité des données pour les institutions, les entreprises et les citoyens, ainsi que le développement des services publics numériques.

Pour tenir nos engagements, nous devons mettre au point de nouvelles méthodes de travail plus efficaces. C'est ce que nous avons fait au cours de l'exercice 24. Nous optimisons notre bilan et trouvons de nouvelles possibilités de prendre plus de risques et d'augmenter nos

prêts. Nos nouveaux outils de préparation et de réponse aux crises, les Programmes d'action mondiaux et le Fonds pour une planète vivable illustrent la façon dont nous modernisons notre approche afin de mieux stimuler l'impact et les résultats. Notre nouvelle Fiche de performance institutionnelle change radicalement la manière dont nous assurons le suivi des résultats.

Mais nous ne pouvons pas rendre possible le développement à nous seuls. Nous avons besoin que des partenaires des secteurs public et privé se joignent à nos efforts. C'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres banques multilatérales de développement afin d'améliorer la vie des populations des pays en développement de manière tangible et mesurable. L'approfondissement de nos relations avec le secteur privé est illustré par notre Laboratoire de l'investissement privé, qui s'efforce d'éliminer les obstacles aux investissements du secteur privé dans les marchés émergents. Le groupe de base du Laboratoire, composé de 15 directeurs généraux et présidents, se réunit régulièrement et a déjà contribué à nos travaux, notamment à l'élaboration de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale.

L'impact et les innovations que nous avons réalisés durant l'exercice écoulé nous permettront d'avancer avec une plus grande ambition et un plus grand sens de l'urgence pour améliorer la vie des populations. Je tiens à saluer les efforts remarquables de notre personnel et de nos Administrateurs, ainsi que le soutien indéfectible de nos clients et partenaires. Ensemble, nous abordons l'exercice 25 avec beaucoup d'optimisme et la détermination de créer une Banque meilleure pour un monde meilleur.

AJAY BANGA

Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs

AU COURS DE L'EXERCICE 24, NOUS AVONS REPOUSSÉ LES LIMITES, ATTEINT DE NOUVEAUX RECORDS ET MIS AU POINT DES APPROCHES NOUVELLES POUR MOBILISER DES CAPITAUX PRIVÉS LÀ OÙ LE BESOIN SE FAIT LE PLUS SENTIR. TRAVAILLANT EN SYNERGIE AU SEIN DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, NOUS AVONS MIS À CONTRIBUTION NOS RESSOURCES COLLECTIVES POUR CHANGER LA VIE DES PERSONNES QUE NOUS SERVONS.

MAKHTAR DIOP



NOUS SOMMES PRÊTS À LIBÉRER TOUT LE POTENTIEL DU SECTEUR PRIVÉ POUR CRÉER DES EMPLOIS ET BÂTIR UNE ÉCONOMIE MONDIALE PLUS DURABLE ET INCLUSIVE.

Avec un montant record absolu de 56 milliards de dollars au titre d'investissements, dont plus de 22 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires, IFC a continué de renforcer l'impact du secteur privé dans les principaux domaines du développement. Nos efforts ont contribué à faire progresser l'action climatique, l'égalité des genres, la transformation numérique et d'autres domaines essentiels qui déterminent la prospérité mondiale.

Nous évoluons pour mieux remplir notre mission.

En tant qu'investisseur, nous remodelons ce qui peut l'être dans les marchés émergents. Nos plateformes innovantes acheminent les capitaux vers des domaines essentiels tels que les infrastructures durables et la connectivité numérique, dans des endroits souvent considérés comme trop risqués ou trop complexes pour l'investissement privé.

Notre rôle en tant que partenaire va au-delà des services-conseil classiques. Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes des architectes d'opportunités, créant

des environnements où les solutions du secteur privé peuvent porter des fruits, même dans les marchés les plus difficiles. Nos activités en amont et dans le développement de projets nous aident à ouvrir de nouveaux marchés et à constituer un solide vivier d'opportunités dignes d'investissements.

En tant que catalyseur, nous démontrons l'intérêt économique de s'attaquer aux défis persistants du développement. Nous utilisons notre expérience pour partager nos connaissances et mieux faire comprendre les risques que présentent et les possibilités qu'offrent les marchés dans lesquels nous opérons. Qu'il s'agisse de l'agriculture climato-intelligente ou de soins de santé à un coût abordable, nous démontrons qu'il est possible de joindre le profit à l'utile sur une grande échelle.

Les histoires relatées dans le présent rapport ne représentent pas seulement des faits marquants ; elles sont le prélude d'un changement transformateur. Elles montrent comment nous accélérons notre impact dans divers secteurs et divers lieux, ouvrant la voie à des réalisations encore plus grandes dans les années à venir.

Les défis qui restent à relever sont profonds. Mais notre détermination à améliorer les conditions de vie des personnes l'est tout autant. En travaillant en synergie au sein du Groupe de la Banque mondiale et avec notre réseau grandissant de partenaires, nous sommes prêts à libérer tout le potentiel du secteur privé pour créer des emplois et bâtir une économie mondiale plus durable et inclusive.

En lisant ce rapport, j'espère que vous y verrez non seulement ce que nous avons accompli, mais aussi l'immense ambition que nous nourrissons pour l'avenir, alors que nous continuons d'accélérer l'apport de solutions du secteur privé aux problèmes de développement les plus urgents que connaît le monde.

MAKHTAR DIOP
Directeur général

DE L'INVESTISSEMENT
À L'IMPACT

UNE ANNÉE RECORD POUR IFC

La performance d'IFC durant l'exercice 24 démontre notre capacité inégalée à mobiliser des solutions du secteur privé au profit du développement. Les résultats exceptionnels enregistrés cette année s'inscrivent dans la continuité de notre engagement de longue date à créer des opportunités et à améliorer les conditions de vie des populations dans les marchés émergents. Nos investissements continuent d'avoir un impact important et durable sur des aspects clés du développement.

INVESTISSEMENTS

56 MILLIARDS DE DOLLARS

TOTAL DES ENGAGEMENTS

Y COMPRIS



**18 MILLIARDS
DE DOLLARS**
INVESTIS DANS DES PAYS
À FAIBLE REVENU ET
DES PAYS FRAGILES ET
TOUCHÉS PAR UN CONFLIT



**5,8 MILLIARDS
DE DOLLARS**
DE FINANCEMENTS EN
MONNAIE NATIONALE
DANS 34 DEVISES ET
POUR 118 PROJETS



**6,8 MILLIARDS
DE DOLLARS**
INVESTISSEMENT DANS
DES PROJETS ÉLABORÉS
CONJOINTEMENT PAR IFC



**19 MILLIARDS
DE DOLLARS**
AU TITRE DU FINANCEMENT
DE L'ACTION CLIMATIQUE

**22,5 MILLIARDS
DE DOLLARS**

MOBILISÉS AUPRÈS D'AUTRES
SOURCES, DONT 4,8 MILLIARDS
DE DOLLARS PAR LE BIAIS DE
PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

IMPACT ATTENDU DU PORTEFEUILLE D'IFC*

EAU ET ASSAINISSEMENT



15 MILLIONS

DE PERSONNES BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCÈS AUX SERVICES D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE

ACTION CLIMATIQUE



69 MILLIONS

DE TONNES D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE RÉDUITES PAR AN

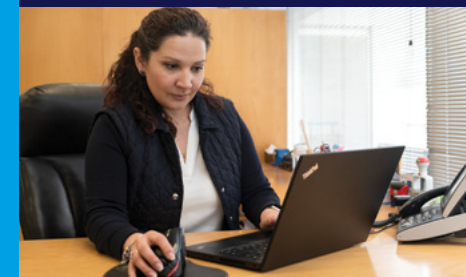
INCLUSION FINANCIÈRE



152 MILLIONS

DE PARTICULIERS ET D'ENTREPRISES UTILISANT DES SERVICES FINANCIERS

GENRE



28 MILLIONS

DE PERSONNES BÉNÉFICIAIRES D'ACTIONS DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

INFRASTRUCTURES



164 MILLIONS

DE PERSONNES AYANT ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



52 MILLIONS

DE PERSONNES BÉNÉFICIAIRES D'UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE RENFORCÉE


TRANSFORMATION NUMÉRIQUE



174 MILLIONS

DE PERSONNES UTILISANT DES SERVICES NUMÉRIQUES

*Ces chiffres correspondent aux résultats attendus du portefeuille d'investissements d'IFC, conformément à la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale. Ils reflètent les effets continus et à long terme de nos investissements sur plusieurs années, conformément au nouveau système de présentation de l'information du Groupe de la Banque mondiale. Pour en savoir plus, rendez-vous à l'adresse : <https://scorecard.worldbank.org>



NOUS AVONS REPOUSSÉ LES LIMITES, ATTEINT DE NOUVEAUX RECORDS ET MIS AU POINT DES APPROCHES NOUVELLES AFIN DE MOBILISER DES CAPITAUX PRIVÉS.

Photo : IFC et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement aident la Serbie à accroître sa production d'énergie renouvelable en finançant le parc éolien Cibuk 1.



Makhtar Diop
Directeur général

L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC

L'équipe de direction d'IFC s'attache à répondre aux besoins de nos clients et à maximiser l'impact de nos activités sur le développement. Ses membres apportent chacun des années d'expérience dans le domaine du développement, une large gamme de compétences et des perspectives culturelles diverses.



Elena Bourghanskaia
Vice-présidente,
soutien institutionnel



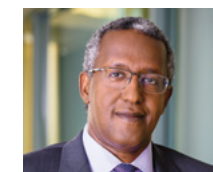
Hela Cheikhrouhou
Vice-présidente
régionale, Moyen-Orient,
Asie centrale, Türkiye,
Afghanistan et Pakistan



Federico Galizia
Vice-président,
Risques et finances



John Gandolfo
Vice-président,
Trésorerie et Ressources
mobilisées



Mohamed Gouled
Vice-président,
Industries



Susan M. Lund
Vice-présidente,
Économie et
développement du
secteur privé



Alfonso Garcia Mora
Vice-président régional,
Europe, Amérique latine
et Caraïbes



Mary-Jean Moyo
Chef du personnel



Ramit Nagpal
Vice-président et
conseiller juridique,
services juridiques,
risque institutionnel
et gouvernance



Emmanuel Nyirinkindi
Vice-président,
Solutions transversales



Sérgio Pimenta
Vice-président régional,
Afrique



Riccardo Puliti
Vice-président régional,
Asie et Pacifique

DEVENIR UNE BANQUE MEILLEURE

LE MONDE EST CONFRONTÉ À UN ENSEMBLE DE DÉFIS INTERDÉPENDANTS — PAUVRETÉ, CRISE CLIMATIQUE, DETTE, INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE, PANDÉMIES ET FRAGILITÉ — ET À LA NÉCESSITÉ D'ACCÉLÉRER L'ACCÈS À L'AIR PUR, À L'ÉNERGIE PROPRE ET À L'EAU SAINE. LE TEMPS PRESSE.

Nous avons besoin d'une Banque meilleure pour relever ces défis et ceux de demain.

Les dirigeants du G20 ont invité le Groupe de la Banque mondiale à se réformer et à jouer un rôle plus important dans la solution à ces défis. Pour y répondre, nous avons revu à la hausse notre ambition en ce qui concerne la célérité, la simplicité, l'exploitation plus efficace de notre bilan et la collaboration avec nos partenaires et le secteur privé. Voici comment nous améliorons notre approche :



INNOVATIONS FINANCIÈRES

Nos nouveaux instruments financiers ont vocation à renforcer la capacité de prêt du Groupe de la Banque mondiale et lui permettent de prendre plus de risques face à des défis mondiaux communs. Nous avons dégagé 40 milliards de dollars de notre bilan en 10 ans en ajustant notre ratio prêts/fonds propres. Nous avons lancé un instrument faisant recours à des capitaux hybrides. Lancé en avril 2024, notre fonds pour la promotion d'une planète vivable baptisé *Livable Planet Fund*, offre aux États, aux organisations philanthropiques et à d'autres partenaires la possibilité de contribuer à nos ressources concessionnelles au profit des pays à revenu intermédiaire.



LABORATOIRE DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

Le Laboratoire de l'investissement privé est une initiative de collaboration entre le Groupe de la Banque mondiale et des dirigeants de grandes entreprises mondiales du secteur privé. Il a pour objectif de mettre au point des solutions aux obstacles existants à l'investissement du secteur privé dans les marchés émergents et les économies en développement. Le groupe de base des membres du Laboratoire, composé de 15 directeurs généraux et présidents d'institutions, a formulé des recommandations sur la certitude réglementaire, le recours accru aux garanties, l'atténuation des risques de change et l'utilisation accrue des modèles d'octroi et de cession de crédits aux fins de la mobilisation de capitaux privés. Leurs retours d'expérience ont déjà éclairé la mise au point de la Plateforme des garanties du Groupe de la Banque mondiale.



PLATEFORME DES GARANTIES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Cette nouvelle plateforme offre simplicité et accès amélioré à nos produits de garantie, et nous met sur une bonne voie pour porter notre émission annuelle de garanties à 20 milliards de dollars d'ici 2030 et démultiplier les capitaux privés que nous mobilisons.



CONSORTIUM CHARGÉ DE LA BASE DE DONNÉES MONDIALE SUR LES RISQUES LIÉS AUX MARCHÉS ÉMERGENTS (GEMS)

Le Consortium GEMs est composé de 25 banques multilatérales de développement et d'institutions de financement du développement. Le Groupe de la Banque mondiale et le Consortium GEMs œuvrent en faveur de la transparence et mobilisent l'investissement privé dans les marchés émergents en publiant des données complètes sur les risques de crédit.



BANQUE DE CONNAISSANCES

Depuis 80 ans, les connaissances occupent une place essentielle pour le Groupe de la Banque mondiale, qui se repositionne non seulement comme mécanisme de financement, mais aussi en tant que source de connaissances. Pour ce faire, nous plaçons des experts à l'avant-garde de notre modèle, qui est piloté par les pays, en travaillant avec les autorités pour élaborer des plans de développement bien précis qui allient leur ambition et notre savoir-faire. *Le Pacte pour le savoir au service de l'action* décrit cette approche, en mettant l'accent sur quatre domaines : les produits de connaissance nouveaux et actualisés, les partenariats stratégiques, l'apprentissage amélioré et des systèmes de pointe.



FICHE DE PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

L'éthique de responsabilité et le sens de la précision sous-tendent tout notre travail. Notre nouvelle Fiche de performance institutionnelle est un moyen de mesurer la responsabilité et une pierre angulaire des efforts que nous faisons pour accroître notre efficacité, l'impact de notre action et nos résultats. Cet outil permet à nos actionnaires et aux contribuables de voir clairement l'impact de notre travail, récompensant ainsi leur confiance.



PANOPLIE D'OUTILS POUR LA PRÉPARATION ET LA RIPOSTE AUX CRISES

Le Groupe de la Banque mondiale déploie actuellement un ensemble élargi d'outils de préparation et de riposte aux crises destiné à aider les pays en développement à mieux répondre aux crises et à renforcer leur résilience face aux chocs futurs. Les clauses relatives à la résilience climatique de la dette permettent aux petits États d'accorder la priorité au relèvement après une catastrophe plutôt qu'au remboursement de la dette lorsqu'une catastrophe survient.

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE : RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE 2024

ENGAGEMENTS MONDIAUX

Durant l'exercice 24, le Groupe de la Banque mondiale a fourni des financements indispensables, mené des travaux de recherche et d'analyse et collaboré avec les États, le secteur privé et d'autres institutions pour relever les défis mondiaux.

117,5

MILLIARDS DE DOLLARS

sous forme de prêts, de dons, de prises de participation et de garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées

Le montant total inclut les opérations multirégionales et mondiales. Les chiffres totaux des différentes régions prennent en compte les engagements d'IFC, qui ont été recalculés de manière à cadrer avec la classification régionale de la Banque mondiale en additionnant les engagements par pays au sein de chacune des régions de la Banque mondiale.

AFRIQUE

38,0

MILLIARDS DE DOLLARS

ASIE DE L'EST
ET PACIFIQUE

12,5

MILLIARDS DE DOLLARS

EUROPE ET
ASIE CENTRALE

24,7

MILLIARDS DE DOLLARS

AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES

19,4

MILLIARDS DE DOLLARS

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

6,5

MILLIARDS DE DOLLARS

ASIE DU SUD

15,9

MILLIARDS DE DOLLARS

MONDE

0,4

MILLIARD DE DOLLARS

Institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financement et de savoir pour les pays en développement. Les cinq institutions qui le composent partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fournit des produits financiers et des conseils stratégiques pour aider les pays à réduire la pauvreté et à faire profiter l'ensemble de leur population des avantages d'une croissance durable.

L'Association internationale de développement (IDA) accorde des dons et des prêts concessionnels aux gouvernements des 75 pays les plus pauvres du monde.

La Société financière internationale (IFC) fournit des prêts, des garanties, des fonds propres sous forme de participations, des services-conseil et des services d'élaboration de projets, et mobilise des capitaux additionnels auprès d'autres sources, afin d'accroître les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) fournit des garanties contre les risques non commerciaux afin de faciliter les flux d'investissements étrangers vers les pays en développement.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) fournit des facilités internationales pour la conciliation, la médiation, l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

Par exercice, en millions de dollars

	2024	2023	2022	2021	2020
Groupe de la Banque mondiale					
Engagements ^a	117 492	128 341	104 370	98 830	83 547
Décaissements ^b	89 000	91 391	67 041	60 596	54 367
BIRD					
Engagements ^c	37 568	38 572	33 072	30 523	27 976
Décaissements	33 450	25 504	28 168	23 691	20 238
IDA					
Engagements ^{c,d}	31 195	34 245	37 727	36 028	30 365
Décaissements ^d	28 247	27 718	21 214	22 921	21 179
IFC					
Engagements ^e	31 654	27 704	22 229	20 669	17 604
Décaissements	19 147	18 689	13 198	11 438	10 518
MIGA					
Émissions brutes de garanties	8 204	6 446	4 935	5 199	3 961
Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires					
Engagements	8 871	21 374	6 407	6 411	3 641
Décaissements	8 156	19 480	4 461	2 546	2 433

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC et les engagements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires (REDA), ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires. Les engagements rapportés au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires sont les montants des Dons bruts approuvés.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des Activités de décaissement exécutées par les bénéficiaires.

c. Ces montants sont nets des opérations totalement résiliées ou annulées relatives à des engagements approuvés durant le même exercice.

d. Les engagements et décaissements n'incluent pas les activités menées dans le cadre du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA, d'IFC et de la MIGA.

e. Inclut les engagements à long terme au titre du compte propre d'IFC et les engagements de financement à court terme. N'inclut pas les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE D'IFC EN 2024

Principales données financières

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2024	2023	2022
REVENU NET (PERTE NETTE)	1 485	672	(464)
BILAN CONSOLIDÉ, PRINCIPALES DONNÉES			
Total actifs	108 187	110 547	
Investissements	58 747	51 502	
Principaux ratios financiers			
Ratio de liquidité global	81,0 %	103,8 %	
Ratio d'endettement	1,7	1,6	
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	2,9 %	3,7 %	
MESURES DU CAPITAL			
Capitaux disponibles (en milliards de dollars)	36,6	34,8	
Capitaux requis (en milliards de dollars)	22,2	21,1	
Taux d'utilisation du capital ¹	60,5 %	60,7 %	

1. Depuis l'exercice 22, IFC applique le taux d'utilisation du capital (CUR), défini comme (le capital requis divisé par le capital disponible), qui permet de mesurer l'adéquation des fonds propres en vertu du cadre d'adéquation des fonds propres actualisé d'IFC. Le CUR remplace le ratio du capital stratégique utilisable (DSC). Le CUR et le DSC ont une relation d'adéquation exprimée sous la formule (CUR = 90 % - ratio DSC).

Principales données opérationnelles

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2024	2023	2022	2021	2020
Engagements au titre d'investissements¹	56 087	43 728	33 592	31 803	28 616
Engagements au titre d'investissements à long terme					
POUR LE COMPTE D'IFC	21 458	16 677	12 569	12 474	11 135
Nombre de projets	365	325	296	313	282
Nombre de pays	67	78	68	71	67
RESSOURCES MOBILISÉES^{2,3}	22 504	15 029	10 596	10 831	10 826
Prêts syndiqués	8 079	6 165	3 475	3 647	5 008
Services-conseil et activités en amont	4 708	3 687	3 534	3 246	2 202
Investissements d'ancrage	4 202	1 580	1 140	1 492	259
Fonds gérés par des tiers	2 720	1 142	-	-	324
Financement du commerce	1 824	2 163	2 041	1 920	2 143
Garanties	600	-	-	-	-
Autres produits	354	277	157	281	840
Fonds gérés par IFC	16	14	248	244	50
TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME	43 962	31 705	23 166	23 305	21 961
Engagements au titre d'investissements à court terme					
Pour le compte d'IFC ⁴	10 196	11 027	9 659	8 195	6 469
Ressources mobilisées	1 929	996	767	303	186
TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À COURT TERME	12 125	12 023	10 426	8 498	6 655
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	19 147	18 689	13 198	11 438	10 518
Prêts syndiqués	1 722	2 443	2 589	1 309	2 231
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	20 869	21 132	15 787	12 747	12 749
Exposition du portefeuille⁵					
Nombre d'entreprises	2 042	1 928	1 848	1 822	1 880
Pour le compte d'IFC	80 229	70 069	63 763	64 092	58 650
Prêts syndiqués	17 198	15 312	15 235	15 658	16 161
EXPOSITION TOTALE DU PORTEFEUILLE	97 427	85 381	78 998	79 750	74 811
Services-conseil					
Dépenses au titre du programme de services-conseil	270,3	260,2	250,6	244,0	274,4
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁶	50 %	54 %	51 %	54 %	57 %

1. Les engagements au titre d'investissements englobent les engagements au titre d'investissements à long terme et les engagements au titre d'investissements à court terme.

2. Les « ressources mobilisées » sont les financements provenant d'entités autres qu'IFC ou faisant l'objet d'un dispositif de partage des risques mis à la disposition des clients aux conditions du marché grâce à la participation active et directe de la Société. Ne comprennent pas un montant de 1 604 millions de dollars au titre de participations non financées aux risques, qui est inclus dans les ressources mobilisées pour le compte d'IFC.

3. Au cours de l'exercice 24, IFC a mis à jour ses définitions et critères concernant les ressources mobilisées. Les informations de l'exercice précédent ont été mises à jour pour être conformes à la présentation de l'exercice en cours.

4. Les financements à court terme comprennent les montants relatifs au Programme mondial de financement du commerce et au Programme mondial de financement des fournisseurs.

5. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

6. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA et aux États fragiles et touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

Engagements à long terme, Ex. 24

Montants en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2024

TOTAL	21 458	100 %
Par branche d'activité		
Marchés financiers	9 991	46,6 %
Infrastructures	2 792	13,0 %
Industrie manufacturière	2 460	11,5 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	1 997	9,3 %
Agro-industrie et foresterie	1 532	7,1 %
Fonds	949	4,4 %
Santé, éducation et sciences de la vie	916	4,3 %
Télécommunications et Technologie	723	3,4 %
Industrie métallurgique et minière ¹	100	0,5 %
Par région		
Amérique latine et Caraïbes	5 669	26,4 %
Afrique	4 681	21,8 %
Asie du Sud	3 240	15,1 %
Asie de l'Est et Pacifique	2 926	13,6 %
Europe	2 567	12,0 %
Asie centrale et Türkiye	1 786	8,3 %
Moyen-Orient	566	2,6 %
Monde	23	0,1 %
Par produit		
Prêts ²	17 822	83,1 %
Participations ³	1 723	8,0 %
Garanties	1 857	8,7 %
Produits de gestion des risques	57	0,3 %

1. Comprend les activités d'IFC dans la branche pétrole, gaz et mines.

2. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

3. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

L'exposition du portefeuille, Ex. 24⁴

Montants en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2024

TOTAL	80 229	100 %
Par branche d'activité		
Marchés financiers	32 098	40 %
Infrastructures	11 348	14 %
Fonds	7 408	9 %
Industrie manufacturière	6 748	8 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	5 391	7 %
Agro-industrie et foresterie	4 701	6 %
Santé, éducation et sciences de la vie	4 061	5 %
Télécommunications et Technologie	3 834	5 %
Financement du commerce	3 555	4 %
Industrie métallurgique et minière ¹	1 085	1 %
Par région⁵		
Afrique	17 107	21 %
Amérique latine et Caraïbes	17 103	21 %
Asie de l'Est et Pacifique	13 331	17 %
Asie du Sud	10 630	13 %
Europe	7 350	9 %
Asie centrale et Türkiye	6 276	8 %
Monde	6 059	8 %
Moyen-Orient	2 372	3 %
Par produit		
Prêts ²	58 534	73 %
Participations ³	15 007	19 %
Garanties	6 316	8 %
Produits de gestion des risques	372	0 %

4. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

5. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements d'IFC⁶

Au 30 juin 2024 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

PAYS (CLASSEMENT MONDIAL)	EXPOSITION DU PORTEFEUILLE ⁷ (EN MILLIONS DE DOLLARS)	% DU PORTEFEUILLE MONDIAL
1 Inde	8 900	11,09 %
2 Brésil	6 294	7,85 %
3 Türkiye	5 130	6,39 %
4 Chine	3 712	4,63 %
5 Afrique du Sud	3 685	4,59 %
6 Colombie	2 691	3,35 %
7 Viet Nam	2 164	2,70 %
8 Nigéria	2 147	2,68 %
9 Roumanie	2 109	2,63 %
10 Égypte, République arabe d'	1 958	2,44 %

6. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

7. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : 1) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances ; 2) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations ; et 3) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

Engagements à long terme par catégorie sociale et environnementale, Ex. 24

CATÉGORIE ENVIRONNEMENTALE	ENGAGEMENTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	NOMBRE DE NOUVEAUX PROJETS
A	1 549	10
B	9 985	144
C	171	15
FI-1	304	6
FI-2	8 487	149
FI-3	2 837	39
TOTAL IFC	23 334	363

Consulter le site www.ifc.org/escategories pour en savoir plus sur les définitions des catégories.

Dépenses au titre du programme de services-conseil, Ex. 24

Montants en millions de dollars

TOTAL	270,3	100 %
Par région		
Afrique	96,7	36 %
Asie centrale et Türkiye	12,3	5 %
Asie de l'Est et Pacifique	38,7	14 %
Europe	22,1	8 %
Amérique latine et Caraïbes	36,0	13 %
Moyen-Orient	15,6	6 %
Asie du Sud	26,5	10 %
Monde	22,4	8 %
Par domaine d'activité		
Groupe des institutions financières	59,1	22 %
Services-conseil pour les transactions	53,8	20 %
Industrie manufacturière, agro-industrie et services	34,1	13 %
Infrastructure et ressources naturelles	19,7	7 %
Technologies de rupture et fonds pour l'innovation de rupture	5,3	2 %
Conseils et analyses économiques au profit des pays	61,1	23 %
Autres services de conseil	37,2	14 %

ACCÉLÉRER

L'IMPACT

**EN TANT QUE COMPOSANTE D'UN
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE MEILLEUR**

LA STRATÉGIE EN ACTION

Alors que nous évoluons pour devenir un Groupe de la Banque mondiale meilleur face à des crises mondiales de plus en plus graves, nous ne nous contentons pas de nous adapter au changement, nous le pilotons, en trouvant des solutions innovantes qui exploitent le pouvoir de l'entreprise privée pour éradiquer la pauvreté sur une planète vivable.

Qu'il s'agisse de la résilience climatique, de la transformation numérique, de l'équité entre les genres ou des États fragiles, nous prouvons que viabilité commerciale et impact sur le développement peuvent — et doivent — aller de pair.

L'exercice 24 marque un tournant pour IFC comme pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Alors que nous mettons en œuvre notre nouvelle vision, nous avons recentré notre action, repoussant les limites du possible dans les marchés émergents. Notre approche est multidimensionnelle, mais unifiée, intégrant harmonieusement nos rôles d'investisseur, de conseiller, de partenaire et de catalyseur pour créer un impact plus grand que la somme de ses parties.

Les initiatives présentées dans le présent rapport ne sont pas seulement des projets individuels, mais aussi des modèles adaptables — des exemples concrets de la manière dont des financements innovants, des conseils fondés sur des données factuelles, des partenariats stratégiques et des interventions catalytiques peuvent accélérer les progrès vers notre vision commune.

En parcourant ces pages, vous découvrirez un point commun : qu'il s'agisse d'autonomiser les entrepreneurs, de transformer des secteurs ou de remodeler des marchés entiers, nous sommes animés par la conviction que la mobilisation de solutions du secteur privé et la création de nouvelles voies pour apporter des capitaux privés vers les marchés émergents et les économies en développement sont essentielles pour résoudre les problèmes de développement les plus épineux que connaît le monde.

Qu'il s'agisse de mécanismes innovants de partage des risques intégrant l'investissement privé, ou de programmes conjoints du Groupe de la Banque mondiale facilitant les réformes sectorielles et l'ouverture des marchés, notre travail au cours de l'exercice 24 illustre le pouvoir qu'a le secteur privé de créer des opportunités, de renforcer la résilience et d'améliorer les vies et les moyens de subsistance.



UN INVESTISSEUR INNOVATEUR

En tant qu'investisseur innovateur, IFC réinvente la manière dont les capitaux privés peuvent être mobilisés pour bâtir un monde meilleur. Le développement de notre programme repose sur un objectif unique : maximiser l'impact de chaque dollar investi.

À une époque marquée par la complexité des défis mondiaux, nous sommes conscients qu'un changement transformateur exige plus que des opérations isolées. C'est pourquoi nous mettons au point, de toute urgence, de nouveaux moyens d'apporter efficacement les capitaux privés là où on en a le plus besoin sur la planète, en créant un effet multiplicateur, en amplifiant notre impact et en accélérant les changements positifs à l'échelle mondiale.

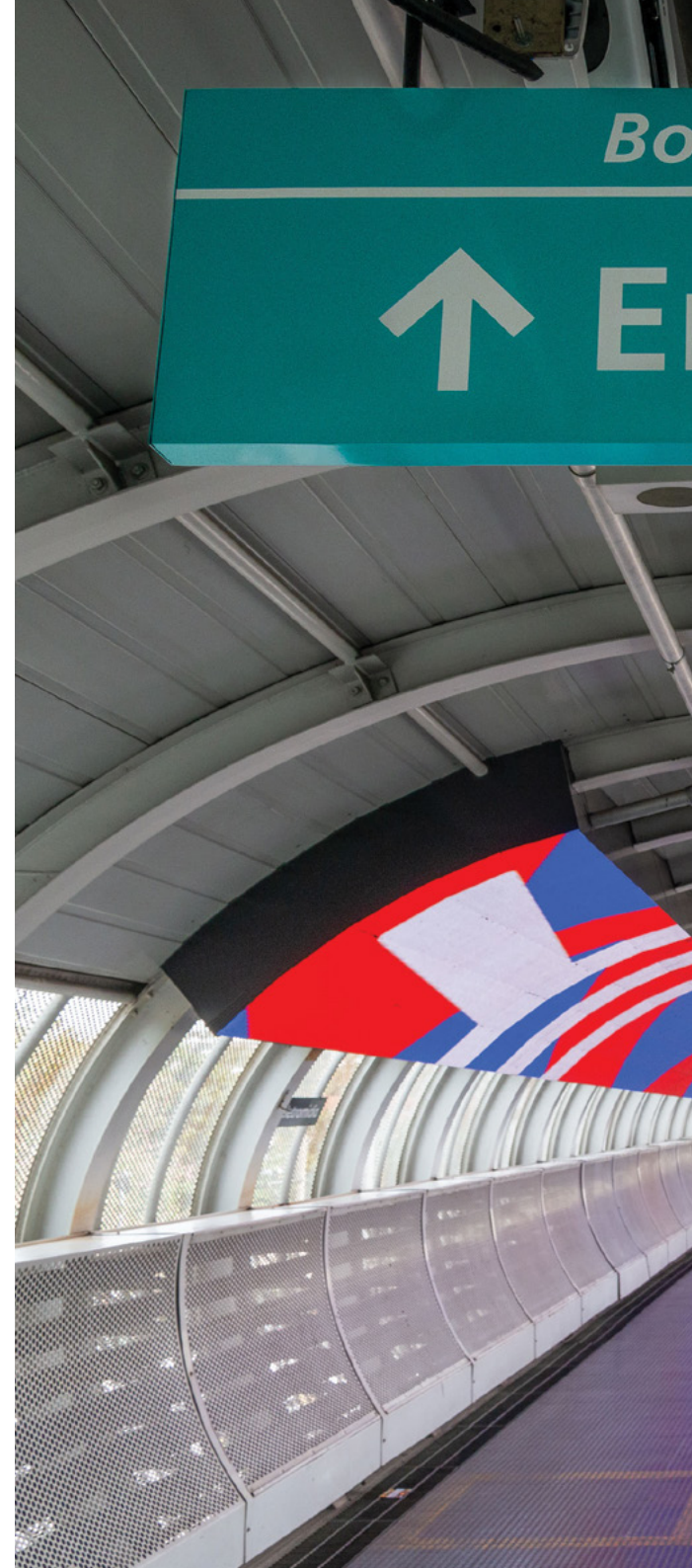
Nous utilisons notre position particulière au sein du Groupe de la Banque mondiale pour apporter des solutions qui répondent à des objectifs de développement ambitieux. Qu'il s'agisse de mobiliser des milliards de dollars pour l'action climatique, d'autonomiser les femmes entrepreneures ou de contribuer à stabiliser les économies fragiles par la création d'emplois et d'opportunités, nos investissements accélèrent les progrès vers un monde plus durable, plus inclusif et plus prospère.

Les récits qui suivent illustrent le pouvoir qu'ont des investissements stratégiques axés sur l'impact à relever certains des défis mondiaux les plus complexes.

Photo : Client de longue date d'IFC, Vegpro Group est l'un des principaux exportateurs de légumes et de fleurs au Kenya.

DÉBLOQUER LES CAPITAUX





arding

mbar



RESSOURCES MOBILISÉES

AU CŒUR DE LA MISSION D'IFC

La mobilisation de capitaux privés est au cœur de la mission d'IFC : attirer des investissements supplémentaires pour transposer à plus grande échelle des solutions du secteur privé qui répondent aux besoins de développement les plus pressants de l'heure. Grâce à la mobilisation des ressources, nous démontrons qu'investir pour avoir un impact dans des contextes difficiles est à la fois bon pour les affaires et bénéfique pour le développement.

Les capitaux privés mobilisés par IFC ont atteint le montant record de 34 milliards de dollars, les ressources ordinaires mobilisées ayant augmenté de 50 % par rapport à l'exercice 23, pour dépasser 22 milliards de dollars. Cette augmentation, qui s'appuie sur le travail de nos équipes d'investissement et de conseil, marque les premières étapes d'une transformation à plus long terme de notre modèle économique.

Deux exemples récents illustrent les diverses manières dont IFC mobilise les capitaux privés :

Au Brésil, IFC a conseillé l'État de São Paulo dans le cadre d'un appel d'offres pour un contrat de concession de 30 ans devant permettre à un consortium privé de moderniser deux lignes de métro précédemment exploitées par une société d'État. Cette opération était la première du genre dans la ville congestionnée de São Paulo, l'une des plus grandes du monde avec une population de plus de 12 millions d'habitants. L'appel d'offres entièrement transparent a introduit un nouvel opérateur, ViaMobilidade 8 e 9, formé par deux investisseurs brésiliens,

CCR SA et RuasInvest. IFC a aidé à mobiliser 1,6 milliard de dollars d'investissements du secteur privé, dont environ 500 millions de dollars levés grâce à la plus importante émission d'obligations vertes jamais réalisée au Brésil. Le projet améliore la liaison ferroviaire de banlieue pour environ un million de navetteurs par jour, grâce à un service plus efficace et moins polluant qui comprend de nouveaux trains et un ensemble complet de mises à niveau des infrastructures connexes.

En Géorgie, l'investissement de référence d'IFC, d'un montant de 10 millions de dollars, a conduit à l'émission réussie d'une obligation de 150 millions de dollars — la plus importante obligation nationale indexée sur le développement durable du pays et de la région du Caucase au moment de son émission. Cette opération historique devrait aider l'émetteur obligataire Georgia Capital et les sociétés de son portefeuille à appliquer des mesures d'efficacité énergétique qui réduiront leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de 20 % d'ici à 2027. Ces mesures consistent notamment à remplacer les systèmes de chauffage au gaz naturel par des solutions de chauffage électrique économes en énergie, à utiliser des véhicules électriques et à adopter l'électricité renouvelable. L'obligation a suscité un niveau d'intérêt sans précédent en Géorgie, avec une demande totale atteignant 200 millions de dollars et se composant d'un large éventail de plus de 275 investisseurs se recrutant auprès de particuliers, d'entreprises et d'organismes institutionnels.

Photos : Un partenariat public-privé soutenu par IFC au Brésil a attiré 1,6 milliard de dollars de nouveaux investissements privés pour moderniser le service ferroviaire dans la région métropolitaine de São Paulo.

qu



CRÉER DES PLATEFORMES INNOVANTES

POUR LA FINANCE DURABLE

IFC crée des plateformes innovantes pour attirer à grande échelle des capitaux privés en faveur du développement durable et de l'action climatique dans les marchés émergents. Ces initiatives éliminent les obstacles au financement et établissent de nouvelles normes d'investissement responsable.

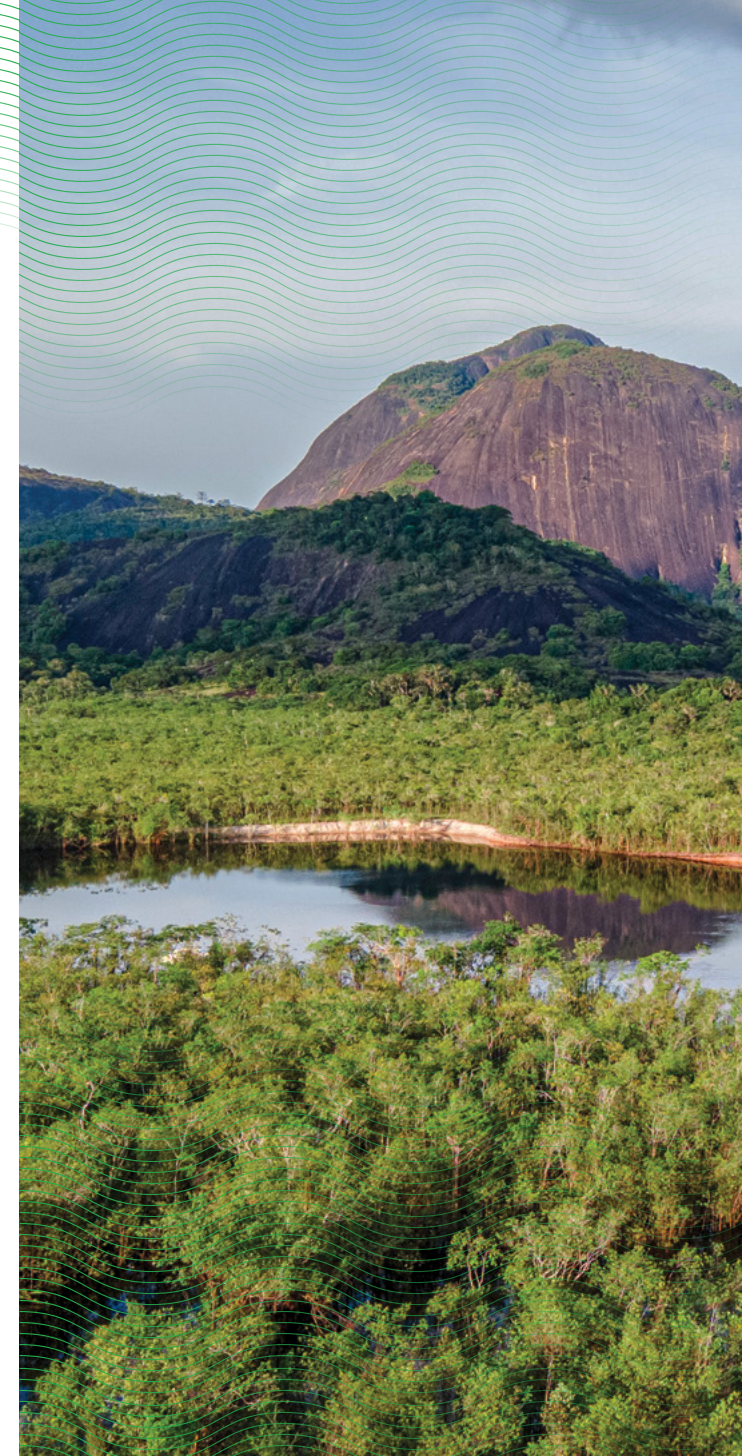
Le Programme de portefeuille de prêts conjoints (MCP) *One Planet*, lancé à la COP26, a déjà attiré 2,5 milliards de dollars de financements de divers investisseurs des secteurs privé et public, dont la quasi-totalité a été affectée à des opérations. Rien qu'au cours de l'exercice 24, 1,07 milliard de dollars ont été engagés dans des opportunités d'investissement dans le cadre de 27 projets entrepris dans 19 pays et couvrant toutes les régions et tous les groupes sectoriels d'IFC. Avec 51 %, le secteur manufacturier, agroalimentaire et des services a reçu le plus gros volume d'engagements. Premier portefeuille intersectoriel de prêts prioritaires dans les marchés émergents aligné sur l'Accord de Paris, *MCP One Planet* fournit aux investisseurs des rapports améliorés, leur permettant de démontrer leur contribution à l'action climatique mondiale et aux objectifs de développement durable, tout en se conformant à la réglementation en matière de communication d'informations sans encourir de coûts supplémentaires.

IFC s'est également associée à T. Rowe Price pour lancer une stratégie mondiale d'émission d'obligations bleues. En conjuguant ses grandes capacités d'orientation des marchés à ses qualités d'investisseur, IFC soutient l'offre

sur le marché en aidant à accroître la qualité et la quantité d'émissions qualifiées de bleues. Lancée en novembre 2023, la stratégie d'émissions d'obligations bleues de T. Rowe Price (*Emerging Markets Blue Economy Bond Strategy*) vise à accroître le financement de projets bleus dans les marchés émergents, tout en améliorant les normes dans ce domaine en évolution. Cette initiative vient enrichir le bilan d'IFC qui a investi et mobilisé des ressources pour plus de 1,9 milliard de dollars par le biais de 17 obligations bleues et de prêts depuis 2020 dans différentes régions. Ce chiffre représente près de 10 % du marché mondial des obligations bleues, évalué à 17 milliards de dollars.

En couplant l'expertise d'IFC en matière d'évaluation des risques et de supervision des projets à des montages financiers novateurs, ces initiatives ouvrent de nouvelles voies aux investisseurs pour soutenir l'action climatique et la conservation des océans dans les pays émergents et pays en développement.

Photos : Pour aider à préserver les précieux écosystèmes de la Colombie à une époque marquée par des risques importants dus au changement climatique, IFC s'est associée à la banque espagnole BBVA dans le cadre de l'émission de la première obligation biodiversité au monde. Cette émission obligataire inédite d'une valeur de 70 millions de dollars permet d'obtenir des capitaux privés pour financer des projets qui s'attaquent aux principaux facteurs de l'appauvrissement de la biodiversité en Colombie et contribuent à restaurer les forêts, les cours d'eau et les habitats fauniques.





OBLIGATION BIODIVERSITÉ

L'appauvrissement rapide de la biodiversité constitue une menace urgente pour les écosystèmes de la planète — et les ressources publiques seules ne peuvent pas suffire pour y faire face.

C'est pour cette raison qu'après avoir assuré son montage, IFC a aussi investi dans la première obligation biodiversité au monde, d'un montant de 70 millions de dollars, à l'appui du financement par la filiale colombienne de la banque espagnole BBVA d'activités menées par le secteur privé dans les domaines du reboisement, de la restauration des habitats, de l'agriculture climato-intelligente et d'autres secteurs prioritaires dans toute la Colombie.

Cette opération inédite introduit sur le marché des critères d'éligibilité pour la biodiversité et les actifs naturels, conformément aux nouvelles normes établies par IFC dans son Guide de référence 2023 pour le financement de la biodiversité. Conçue pour être négociable et reproductible, cette obligation pourrait ouvrir d'importantes sources de nouveaux investissements privés dans ce domaine vital de la durabilité. La Colombie, le pays le plus riche en biodiversité dans le monde (au kilomètre carré selon le Fonds mondial pour la nature), est l'endroit idéal pour commencer à élaborer cette nouvelle solution venue du secteur privé.

CULTIVER LA RÉSILIENCE

INNOVATIONS DANS L'AGRO-INDUSTRIE





La sécurité alimentaire à l'épreuve du climat et l'assurance agricole innovante sont deux domaines d'intervention importants d'IFC dans le domaine de l'agro-industrie.

Au Sénégal, où le changement climatique menace la production de riz et la sécurité alimentaire, IFC soutient des solutions de financement innovantes dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe Baobab. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de la plateforme Base de la pyramide d'IFC, contribue à fournir des financements essentiels aux petites entreprises et aux ménages à faible revenu, soutenus par des garanties et des financements en monnaie nationale du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA.

Le Groupe Baobab a fait du soutien aux rizicultrices sénégalaises une priorité, augmentant de 54 % les prêts octroyés aux femmes entre 2021 et 2023. En plus de proposer des prêts allant de 165 dollars à 165 000 dollars, le Groupe offre des formations sur des techniques de production respectueuses de l'environnement et l'accès à des produits d'assurance adaptés au climat. Cette approche améliore l'accès au financement pour des milliers de petites entreprises dirigées par des femmes, tout en permettant aux institutions financières locales d'élargir leurs portefeuilles agricoles.



Pour compléter cette dynamique, IFC a investi dans Pula, une société insurtech innovante qui révolutionne l'assurance agricole en Afrique et en Asie. Les produits de Pula touchent désormais plus de 15 millions de petits exploitants agricoles, 6 millions de nouvelles souscriptions ayant été enregistrées rien qu'en 2023. La société applique une approche novatrice combinant l'imagerie satellitaire, la technologie mobile et l'analyse avancée des données pour fournir un modèle d'assurance indiciel unique qui protège les agriculteurs contre les pertes de production dues à des événements naturels.

La technologie de Pula utilise des données satellitaires en temps réel pour évaluer la santé des cultures et les conditions météorologiques, ce qui permet une évaluation précise des risques et un traitement rapide des réclamations. En s'intégrant aux systèmes de paiement mobile, Pula a rendu l'assurance plus accessible et moins coûteuse pour les petits exploitants agricoles auparavant mal desservis.

Depuis 2015, Pula s'est associé à plus de 70 compagnies d'assurance, 20 compagnies de réassurance et 100 partenaires de distribution à travers l'Afrique. L'investissement d'IFC vise à stimuler l'expansion de Pula, en démontrant la viabilité à grande échelle de services d'assurance commercialement viables au profit de petits exploitants agricoles.

En s'investissant simultanément dans la résilience climatique de la production alimentaire et la gestion innovante des risques par le biais de l'assurance, IFC transforme le paysage des petits exploitants agricoles dans toute l'Afrique, avec des possibilités d'expansion dans d'autres régions.

Photos : Aby Diop et d'autres petits riziculteurs sénégalais augmentent leur productivité grâce aux prêts accordés par le Groupe Baobab, une microfinance cliente d'IFC, pour financer de nouvelles techniques agricoles climato-intelligentes. Les décaissements de Baobab au titre de prêts accordés aux femmes ont augmenté de 54 % entre 2021 et 2023.

FAVORISER L'INCLUSION FINANCIÈRE

AUTONOMISER LES FEMMES ENTREPRENEURES ET LES COMMUNAUTÉS DE RÉFUGIÉS



IFC redouble d'efforts pour promouvoir l'inclusion financière par le biais d'investissements et de partenariats stratégiques qui autonomisent les femmes entrepreneures et soutiennent les réfugiés et les communautés qui les accueillent.

En Indonésie, IFC a investi 25 millions de dollars dans Amartha, la plus grande plateforme de microfinancement du pays. Au service d'environ 1,2 million de petites entreprises emprunteuses par l'intermédiaire d'un réseau d'agents sur le terrain et de centres locaux répartis sur les principales îles indonésiennes, Amartha s'intéresse principalement aux femmes entrepreneures rurales, un groupe souvent négligé par les banques traditionnelles malgré leur rôle important dans l'économie locale.

L'investissement d'IFC contribue à étendre considérablement la portée et l'impact d'Amartha. Ce projet vise à démontrer l'intérêt économique d'investir dans les femmes entrepreneures rurales et à encourager d'autres institutions financières à desservir ce marché.

Fidèle à son engagement en faveur de l'inclusion, IFC a également intensifié sa collaboration avec le HCR pour faire face à la crise mondiale des déplacements, qui touche désormais plus de 120 millions de personnes dans le monde. Ce partenariat, officialisé en décembre 2022, porte déjà des fruits visibles.

En décembre 2023, 81 entreprises, presque toutes dirigées par des entrepreneurs kenyans locaux et des réfugiés, ont été désignées parmi les lauréats du *Kakuma Kalobeyi Challenge Fund (KKCF) Competitive Business Challenge*, un concours géré par IFC et l'*Africa Enterprise Challenge Fund* pour promouvoir le développement économique, la création d'emplois et l'entrepreneuriat dans la zone d'accueil des réfugiés de Kakuma-Kalobeyi, au Kenya. Les entreprises lauréates ont reçu des subventions et bénéficié d'un appui technique pour lancer ou développer leurs activités. Les entreprises soutenues par le KKCF ont déjà créé plus de 300 emplois, dont 199 occupés par des femmes et 82 par des réfugiés. Ces entreprises ont fourni des services vitaux à plus de 70 000 réfugiés et membres de la communauté d'accueil, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, de l'éducation et de la santé.

En Colombie, IFC s'est associée à Bancamía pour lancer un programme pilote visant à aider les migrants vénézuéliens à s'intégrer à l'économie locale. En fournissant des micro-crédits et une éducation financière, le programme a apporté un appui à plus de 1 000 entrepreneurs vénézuéliens, dont 64 % sont des femmes.

En 2023, IFC et le HCR ont commencé à travailler avec les gouvernements de l'Ouganda et du Kenya, où vivent plus de 2 millions de réfugiés, afin d'améliorer les cadres réglementaires et de

permettre aux réfugiés d'avoir plus de libertés économiques. Ces initiatives visent à reproduire des succès tels que ceux enregistrés en Jordanie, où la collaboration entre le Groupe de la Banque mondiale et le HCR a abouti à des changements de politique qui ont permis d'octroyer 80 000 permis de travail à des réfugiés syriens.

En conjuguant l'expertise pratique du HCR et le savoir-faire du secteur privé mobilisé par IFC, ce partenariat crée un nouveau paradigme pour l'inclusion des réfugiés. Il ne s'agit pas seulement d'apporter de l'aide, mais aussi de libérer le potentiel économique des populations déplacées et de leurs hôtes.



Photos : (à gauche) IFC et Amartha, une société indonésienne de microfinance cliente, ont mis au point une solution de financement innovante qui améliore l'accès des micro-entreprises féminines à des financements. (ci-dessus) Une initiative de développement des petites entreprises soutenue par IFC crée des emplois dans la zone d'accueil des réfugiés de Kakuma-Kalobeyi, au Kenya.

POSER LES BASES DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

IFC est déterminée à promouvoir la croissance économique et la stabilité dans certains des environnements les plus difficiles au monde.

En Iraq, IFC pilote deux projets porteurs de transformations. Le premier est un projet de développement agro-industriel de 206 millions de dollars à Bassorah, réalisé en partenariat avec Tiryaki Agro Gida Sanayi Ve Ticaret A.S. de Türkiye. L'enveloppe d'investissement de 113 millions de dollars d'IFC, qui s'inscrit dans le cadre de sa Plateforme mondiale pour la sécurité alimentaire, permettra de financer une nouvelle unité de transformation au port d'Umm Qsar et d'améliorer la sécurité alimentaire en augmentant la disponibilité de tourteaux de maïs et de soja pour la production avicole.

Parallèlement, IFC soutient l'expansion de la cimenterie d'Al Douh à Samawa, dans la province irakienne d'Al Muthanna. Grâce à un financement total de 130 millions de dollars, cet investissement fera plus que doubler la capacité de production de la cimenterie, la portant à 3,5 millions de tonnes par an, tout en réduisant considérablement son empreinte écologique. Le projet prévoit l'installation d'un nouveau four à haut rendement thermique, d'une centrale électrique intégrée alimentée au gaz naturel qui remplacera le mazout lourd, et d'un système de récupération de chaleur qui réduira de jusqu'à 30 % la production d'électricité à partir de combustibles fossiles. Ces améliorations permettront d'aligner les opérations de l'usine sur les critères taxonomiques de l'Union européenne pour la production

de ciment. En plus de créer plus de 800 emplois dans le secteur de la construction, ce projet servira de catalyseur à une croissance économique plus large dans le sud de l'Iraq, tout en démontrant la viabilité de pratiques industrielles plus écologiques dans des marchés difficiles.

En Somalie, IFC collabore étroitement avec la Banque mondiale pour jeter les bases d'un secteur privé dynamique et inclusif. L'action d'IFC vise essentiellement à éliminer les obstacles systémiques à l'investissement, tels que l'obligation de se conformer aux réglementations internationales du secteur financier, l'absence de correspondance bancaire et la faiblesse des capacités institutionnelles, au moyen de missions de conseil visant à renforcer le savoir-faire technique des clients et à développer les capacités des institutions dirigeantes.

Au Soudan du Sud, en Éthiopie et dans l'ensemble des pays du Sahel, IFC réalise des investissements ciblés pour combler des lacunes cruciales en matière d'infrastructures, soutenir les entreprises locales et promouvoir la résilience économique. Ces initiatives vont du financement des petites et moyennes entreprises à l'appui de secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie et les télécommunications.

En prenant des risques calculés dans ces marchés difficiles, IFC fournit non seulement un appui financier essentiel, mais démontre aussi la viabilité des solutions émanant du secteur privé dans les économies fragiles et touchées par un conflit et contribue à la stabilité et au développement économique à long terme dans ces régions.

Photo : Une usine de transformation financée par IFC contribue à la sécurité alimentaire en Iraq en augmentant la disponibilité de tourteaux de maïs et de soja pour la production avicole.



UN PARTENAIRE AU POUVOIR CATALYTIQUE

Le rôle d'IFC dépasse largement celui d'un investisseur traditionnel. En tant que partenaire au pouvoir catalytique, nous impulsions le changement en favorisant des écosystèmes solides pour des investissements privés à fort impact. Notre approche est multiforme et dynamique, s'appuyant, d'une part, sur des interventions en amont concernant des réformes sectorielles, l'élaboration de projets, les services de conseil, et, d'autre part, sur notre pouvoir fédérateur inégalé pour accélérer les résultats positifs dans divers marchés et secteurs. Notre stratégie repose essentiellement sur le fait que nous reconnaissons que les défis complexes d'aujourd'hui exigent une action collective.

Nos collaborations avec un large éventail de parties prenantes remplissent plusieurs fonctions cruciales : établir des normes sectorielles, définir des conditions d'investissement favorables, atteindre les communautés

Photo : Au Malawi, les services-conseil et les partenariats d'IFC favorisent l'investissement privé dans les infrastructures numériques, ce qui renforce la connectivité et réduit les coûts des entreprises dans toute l'Afrique.

mal desservies et cibler les zones de croissance à fort impact. Ce faisant, nous ne nous contentons pas de faciliter les investissements, nous créons des environnements où les solutions du secteur privé peuvent être déployées efficacement et réussir remarquablement à améliorer les conditions de vie.

À une époque marquée par des défis mondiaux urgents, le rôle de partenaire catalytique d'IFC est capital. Nous orientons stratégiquement les capitaux privés vers les domaines où les besoins et l'impact potentiel sont les plus importants, accélérant ainsi les progrès vers la réalisation des principaux objectifs de développement. Les récits qui suivent montrent comment notre approche collaborative transforme les marchés, renforce la résilience et crée des opportunités à une échelle et à une vitesse à la mesure de l'urgence qui caractérise notre époque.

LES CHEMINS DE LA PROSPÉRITÉ



COMPLÉMENTARITÉ DES CAPACITÉS

UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Le Groupe de la Banque mondiale a travaillé de façon synergique pour renforcer les petites et moyennes entreprises (PME) créatrices d'emplois dans les pays les plus pauvres du monde.

Lancé en 2010, le programme *SME Ventures* d'IFC offre un soutien complet aux fonds de capital-investissement s'intéressant prioritairement aux PME dans ces marchés difficiles. Il fournit des financements pour des investissements, des activités de renforcement des capacités censées aider les gestionnaires de fonds à améliorer leurs opérations, un soutien à la création de valeur pour développer le portefeuille des PME, et une collaboration avec la Banque mondiale et d'autres organismes afin de créer des écosystèmes plus larges pour le capital-investissement.

Ensemble, *SME Ventures* et le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA ont engagé 313 millions de dollars pour soutenir les PME. Cette opération a permis de mobiliser 1,2 milliard de dollars auprès d'autres sources, donnant lieu à des investissements dans plus de 50 pays, dont le Cambodge, le Guatemala, la République démocratique du Congo (RDC), la République kirghize et bien d'autres. Cette collaboration de grande

envergure a permis de soutenir près de 600 entreprises en croissance, favorisant ainsi plus de 200 000 emplois. Pour élargir leur impact, les gérants de fonds clients d'IFC collaborent avec la Banque mondiale au Népal et dans d'autres marchés pour militer en faveur de réformes réglementaires qui promeuvent les industries locales.

L'un de ces clients, XSML Capital, fait partie des principaux fournisseurs de capital-développement aux PME d'Afrique centrale et orientale. À ce jour, XSML a contribué à l'expansion de plus de 80 PME et lancé plus de 150 projets d'amélioration commerciale dans l'ensemble de son portefeuille. Au cours de l'exercice 24, IFC a investi dans le quatrième fonds de XSML, *Africa Rivers Fund IV*, en s'inspirant de l'appui qu'elle a apporté à des fonds antérieurs. En plus du capital-développement, les clients de XSML bénéficient d'une gamme de services d'appui sur mesure qui permettent d'améliorer les procédures, ce qui débouche sur des entreprises meilleures et plus durables.

Photo : De petites entreprises, comme le fabricant de vêtements Cool Bro's en République kirghize, se développent grâce aux investissements du programme *SME Ventures* d'IFC.





एच डी एफ सी बैंक
HDFC BANK

HDFC BANK
HOUSE
एच डी एफ सी बैंक
हाउस

A-5128
ENGLISH Speaking
Festival Offer
75% Discount!!!
Speakwell
LOWER PAPER (I) LOWER PAPER (II)
ENGLISH Speaking
Festival Offer
75% Discount!!!
Speakwell
LOWER PAPER (I) LOWER PAPER (II)

ACCROÎTRE L'IMPACT PAR L'ÉQUITÉ

45 ANS DE PARTENARIAT ET DE CROISSANCE

Le capital-risque aide les entreprises à se développer, ce qui leur permet de répondre à la demande, de créer des emplois et d'accroître leur impact. Cependant, les investissements en actions sont souvent rares dans les marchés émergents, en particulier dans les environnements macroéconomiques caractérisés par des taux d'intérêt et d'inflation plus élevés, ainsi que par des risques géopolitiques et une volatilité plus intenses. En apportant des capitaux propres patients qui font défaut sur le marché, IFC peut stimuler la croissance des clients et créer les conditions nécessaires à des partenariats de longue durée.

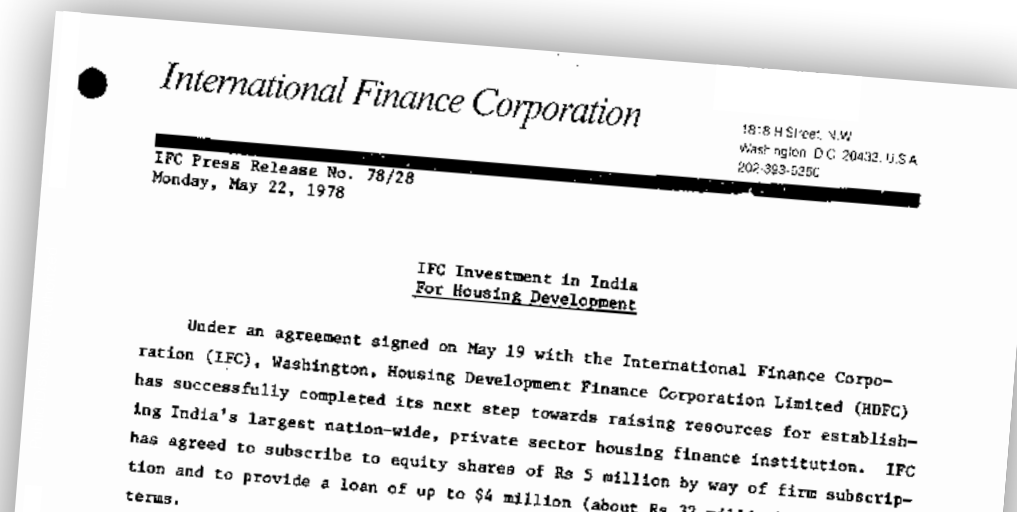
En 1978, IFC a été l'un des premiers investisseurs dans la première société indienne de financement du logement, Housing Development Finance Corporation (HDFC) Ltd., pionnier du marché du crédit immobilier aujourd'hui florissant dans le pays. Ce fut le début d'une relation qui perdure à ce jour et qui a permis à des millions d'Indiens de devenir propriétaires.

En 1994, HDFC a créé HDFC Bank, qui est aujourd'hui la plus grande banque privée de l'Inde. IFC a depuis cédé ses parts dans HDFC, qui a fusionné avec HDFC Bank en 2023. Au 31 mars 2024, HDFC Bank comptait plus de 8 700 agences à travers l'Inde, dont beaucoup dans des zones semi-urbaines et rurales, ce qui a permis à IFC d'atteindre des emprunteuses mal desservies et de combler le déficit de financement très important.

HDFC Bank continue d'être un partenaire solide d'IFC, leur objectif commun étant d'autonomiser les femmes et d'accélérer une croissance inclusive et durable.

Un nouveau prêt de 500 millions de dollars d'IFC, engagé au cours de l'exercice 24, aide HDFC Bank à développer ses activités de microcrédit en faveur des femmes. En démontrant la viabilité de l'extension du microcrédit aux femmes entrepreneures mal desservies, le financement contribuera à créer un modèle reproductible et encouragera l'ensemble du secteur des prêteurs et des investisseurs à s'engager ou à approfondir leur engagement dans ce marché à fort impact.

Photos : Les premiers investissements d'IFC en 1978 ont contribué au lancement de HDFC Bank, aujourd'hui la plus grande banque privée de l'Inde.



VISION COMMUNE DE LA DURABILITÉ URBAINE

IFC est la tête de proue de partenariats visant à transformer les paysages urbains, démontrant ainsi sa capacité unique à catalyser le développement durable dans divers secteurs et zones géographiques.

À Izmir, la troisième plus grande ville de Türkiye, IFC a forgé une alliance vieille de dix ans déjà avec les autorités municipales pour améliorer la gestion de l'eau. Ce partenariat a permis d'acheminer plus de 400 millions de dollars provenant de divers prêteurs vers des projets d'infrastructure cruciaux, afin de répondre aux problèmes urgents que connaît la ville : la pénurie d'eau, la pollution et le changement climatique.

Cette collaboration a franchi une nouvelle étape durant l'exercice 24 avec le prêt historique à long terme de l'équivalent de 50 millions de dollars en monnaie nationale accordé par IFC à l'Administration des eaux et de l'assainissement d'Izmir (IZSU). Ce financement, qui élimine les risques de change, permet à la ville de résoudre plus efficacement les problèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, notamment grâce à la construction d'une nouvelle usine d'eau potable à Foça, une municipalité voisine dans la province d'Izmir.

Photos : Un financement en monnaie nationale d'IFC aide la compagnie municipale de distribution d'eau turque IZSU à résoudre de nombreux problèmes persistants, notamment par la construction d'une nouvelle usine d'eau potable dans la province d'Izmir.

En Roumanie, IFC encourage des pratiques de construction durables grâce à son partenariat avec Warehouses De Pauw NV (WDP), une société belge de placement immobilier. L'enveloppe de prêts verts de 326 millions de dollars d'IFC, dont près de 160 millions de dollars de ressources mobilisées, soutient l'expansion des équipements logistiques à haut rendement énergétique de WDP dans tout le pays.

Cette collaboration va au-delà des financements traditionnels et intègre des éléments de durabilité qui incitent WDP à améliorer son action climatique. L'accord encourage le renforcement des propriétés certifiées EDGE et l'augmentation de la capacité de panneaux solaires sur les toits, contribuant ainsi directement à la transition verte de la Roumanie. À l'échelle mondiale, EDGE a déjà certifié plus de 86 millions de mètres carrés de surface utile dans près de 140 pays, permettant ainsi d'économiser plus de 3 millions de mégawatts d'énergie et plus de 102 millions de mètres cubes d'eau chaque année.

Ces exemples prouvent que des partenariats stratégiques et des solutions financières adaptées peuvent accélérer la transition vers des environnements urbains plus durables et résilients dans différents marchés.



ACTIVER LES PROGRÈS

CRÉER DES PLATEFORMES INNOVANTES POUR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE

Alors que le monde recherche des solutions plus vertes, IFC noue des partenariats stratégiques pour promouvoir davantage les énergies renouvelables, en privilégiant les énergies durables et en élargissant l'accès dans différents marchés.

Au cours de l'exercice 24, IFC a lancé *Future Grids Alliance* au Brésil, une plateforme de collaboration mondiale réunissant des compagnies d'électricité, des investisseurs et des experts pour promouvoir l'adoption d'une énergie durable et renouvelable. Cette alliance offre un soutien financier et technique aux compagnies d'électricité des marchés émergents déterminées à effectuer une transition énergétique équitable, en mettant l'accent sur la décarbonation et l'intégration d'indicateurs sociaux dans le financement de l'énergie.

L'Alliance s'appuie sur d'autres collaborations fructueuses d'IFC dans le domaine des financements indexés sur le développement durable, qui ont déjà permis de mobiliser 47 milliards de dollars en Amérique latine. Parmi les principaux partenariats, citons un prêt vert et indexé sur des objectifs de durabilité d'un montant de 400 millions de dollars accordé à ENGIE Energía Chile SA pour sa transition vers les énergies renouvelables, et des accords similaires avec les sociétés brésiliennes Neoenergia Coelba et Neoenergia Elektro pour améliorer la numérisation des réseaux et la diversité du personnel.

Étendant son approche collaborative à l'Afrique, IFC met au point des mécanismes de financement innovants pour accroître l'accès à l'énergie. En Côte d'Ivoire, IFC s'est

jointe au gouvernement et à des parties prenantes locales pour un investissement d'ancrage dans une obligation sociale sans précédent à l'appui du programme Électricité pour tous (PEPT). Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du Programme conjoint pour les marchés financiers (JCAP) du Groupe de la Banque mondiale, vise à raccorder 800 000 ménages à faible revenu au réseau électrique sur quatre ans.

Les 49 millions de dollars investis par IFC dans cette émission obligataire représentent un engagement important envers le partenariat. L'engagement d'IFC s'adosse sur les mécanismes de financement mixte et de financement en monnaie nationale du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA. L'échéance à 15 ans de cette tranche de l'opération établit une nouvelle référence pour le financement à long terme des infrastructures dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, s'alignant sur l'objectif de la Côte d'Ivoire d'assurer l'accès universel à l'électricité d'ici à 2030.

En favorisant des alliances entre compagnies d'électricité climato-intelligentes et en forgeant des partenariats autour de financements innovants à l'échelle mondiale, IFC active la transition énergétique sur plusieurs fronts. Ces initiatives de collaboration permettent non seulement de stimuler la production et la distribution d'électricité durable, mais aussi de faire en sorte que les populations mal desservies tirent parti des énergies propres, donnant ainsi corps à l'engagement d'IFC en faveur d'un développement inclusif et durable grâce à des partenariats stratégiques.





Photos : IFC a servi d'investisseur de référence dans une opération historique sur les marchés financiers locaux, aidant la Côte d'Ivoire à élargir l'accès à l'électricité.

ÉNERGIE EN AMONT

En Afrique, IFC apporte un financement de 100 millions de dollars à Release by Scatec, une société qui fournit des conteneurs solaires photovoltaïques innovants, préassemblés et modulaires ainsi que des solutions de stockage par batterie.

L'enveloppe de financement s'inscrit dans le cadre d'un partenariat plus large qui permettra de répondre à la demande croissante d'électricité en proposant aux compagnies d'électricité africaines une solution fiable, renouvelable et compétitive. Elle permettra dans un premier temps d'ajouter respectivement 35 mégawatts et 36 mégawatts d'électricité aux réseaux nationaux du Tchad et du Cameroun, avant d'étendre la solution à d'autres pays.

IFC et Scatec développent le projet conjointement depuis 2020, dans le but de commercialiser un modèle de crédit-bail, offrant une solution flexible qui peut changer la façon dont l'énergie renouvelable est achetée dans les économies fragiles et touchées par un conflit. La présence d'IFC au début de la phase d'élaboration du projet a été capitale. L'institution a pu mettre à contribution sa connaissance du secteur pour affiner le modèle commercial et son expertise en matière de montage afin de garantir l'attrait du projet et d'intéresser des investisseurs privés.

Le travail de développement du projet entrepris par IFC en amont est complété en aval par un montage financier composé de 50 millions de dollars pour son propre compte et de 50 millions de dollars de financements mixtes provenant du Programme Canada-IFC pour les énergies renouvelables en Afrique, du Programme de financements mixtes Finlande-IFC pour le climat, du Programme de financements climatiques mixtes Canada-IFC et du Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA.

PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

OUVRIR LA VOIE À UNE FINANCE INCLUSIVE

Depuis près d'une décennie, IFC et la Commission européenne (CE) partagent leurs connaissances et leurs meilleures pratiques sur l'utilisation de financements concessionnels mixtes pour catalyser l'investissement dans des marchés difficiles. Les deux institutions étaient très désireuses de collaborer, mais pour faire évoluer leur partenariat, elles devaient harmoniser leurs pratiques commerciales, notamment des normes comptables différentes.

L'investissement d'IFC dans le partenariat avec la CE a commencé à porter des fruits en 2020 avec la signature du Programme de garantie des petits prêts, par lequel IFC a reçu 58 millions d'euros pour permettre aux banques en Afrique et dans le voisinage européen de mieux aider les secteurs sous-financés tels que les PME, y compris celles dirigées par de jeunes entrepreneurs et des femmes.

L'étape suivante — ou le bond — a eu lieu en 2023 lorsque le Fonds européen pour le développement durable Plus (EFSD+) a alloué plus de 300 millions d'euros sous forme de garanties et d'assistance technique au programme *Better Futures* d'IFC. Ce mécanisme de financement mixte mis en œuvre par IFC vise à réduire les risques liés aux investissements qui aident à construire des moyens de subsistance résilients — en particulier dans les contextes de conflit et de fragilité — et à promouvoir la décarbonation et la résilience climatique.

IFC a été la première institution de financement du développement (IFD) non européenne à accéder aux garanties de financement mixte de l'Union européenne. La confiance qui s'est établie au cours des deux dernières années et la connaissance mutuelle croissante du fonctionnement des deux institutions ont consolidé les bases permettant d'intensifier le partenariat d'IFC avec la CE, qui est en passe de devenir le plus grand contributeur d'IFC en matière de financements mixtes au profit des pays à revenu intermédiaire.

Au cours de l'exercice 24, IFC a utilisé le partenariat avec la CE pour approfondir son impact en Ukraine, grâce à la signature d'un accord portant sur 90 millions d'euros de garanties de financements mixtes en faveur d'investissements qui contribueront à une reconstruction inclusive et durable.

Ce soutien supplémentaire viendra étayer notre engagement à privilégier désormais des financements à plus long terme dans le pays, y compris des investissements en capital dans des domaines clés tels que la production alimentaire, les matériaux de construction, l'énergie, le transport maritime, les petites et moyennes entreprises et l'infrastructure numérique, afin de soutenir le redressement de l'Ukraine.

Photos : Le partenariat avec la Commission européenne renforce l'impact d'IFC en Ukraine, en soutenant des garanties de financement mixte pour des investissements visant à favoriser une reconstruction inclusive, notamment par le biais de startups numériques et de petites entreprises appartenant à des femmes.





UN CATALYSEUR DE LA TRANSFORMATION

En tant que catalyseur de la transformation, IFC est un acteur principal de la refonte du financement du développement et de la participation du secteur privé dans les pays émergents et pays en développement. Nous exploitons le pouvoir de l'innovation financière et technologique, usons de notre influence dans le monde et pilotons la réflexion pour accélérer les changements positifs à grande échelle.

Nos initiatives vont au-delà du financement de projets individuels. En faisant valoir l'intérêt économique de solutions innovantes, en lançant de nouveaux modèles et en créant des plateformes que d'autres peuvent adapter et reproduire, nous déclenchons un changement systémique qui se répercute sur des secteurs et des régions entiers.

Photo : Avec le soutien d'IFC, l'entreprise de construction Rhodes PNG en Papouasie-Nouvelle-Guinée élargit l'accès des femmes à des emplois mieux rémunérés et à des postes de direction dans le secteur local du bâtiment.

Qu'il s'agisse de libérer le potentiel de l'économie numérique en Afrique, de favoriser la collaboration internationale dans le domaine de la finance durable ou de forger des partenariats transformateurs entre les banques multilatérales de développement, nous impulsions un changement de paradigme dans la manière dont les défis du développement sont abordés.

Ces initiatives catalytiques sont au cœur de notre mission. Les récits qui suivent montrent comment IFC, en tant que catalyseur, transforme les idées en actions, les difficultés en opportunités et les innovations locales en solutions mondiales. Ils témoignent de notre détermination à ne pas seulement participer à l'avenir du financement du développement, mais à le façonner activement.

REPENSER LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT



DIVIDENDES DU NUMÉRIQUE

CARTOGRAPHIER LA TRANSFORMATION TECHNOLOGIQUE DE L'AFRIQUE

IFC met son expertise au service de la transformation du paysage numérique en Afrique. Le rapport historique, *Digital Opportunities in African Businesses*, publié lors du 11^e Africa CEO Forum à Kigali (Rwanda), en mai 2024, illustre le rôle que joue IFC pour stimuler des idées nouvelles et militer en faveur de modèles innovants susceptibles d'induire un changement global.

Ce rapport dévoile le potentiel inexploité de la numérisation sur le continent. Bien que l'Afrique ait été pionnière dans le domaine des paiements mobiles, de nombreuses entreprises ont encore du mal à faire face aux coûts et aux difficultés de l'adoption de la technologie sur une échelle plus grande. L'étude d'IFC met en lumière la voie à suivre, en indiquant que plus de 600 000 entreprises officiellement enregistrées et 40 millions de micro-entreprises — représentant environ 20 % des entreprises africaines — sont prêtes pour une mise à niveau numérique.

Il révèle également le problème persistant de la « numérisation incomplète », visible en ce que moins d'une entreprise engagée dans le numérique sur trois utilise la technologie de manière intensive à des fins commerciales. Cette sous-utilisation est particulièrement prononcée parmi les petites et micro-entreprises, qui constituent l'épine dorsale de l'économie africaine.

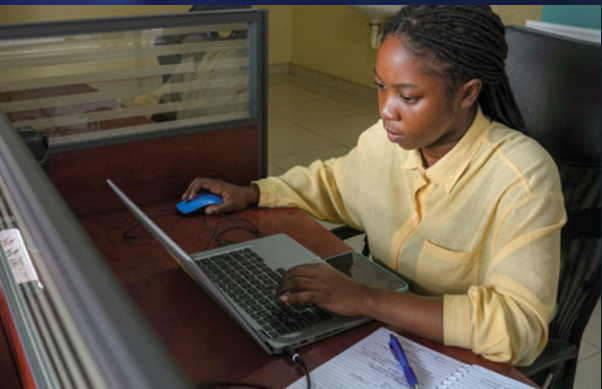
Fait plus important, l'étude établit une forte corrélation positive entre la numérisation avancée et la productivité des entreprises. Les données semblent indiquer que les différences dans la productivité des entreprises résultent pour 30 % d'un recours plus intensif aux technologies numériques, même après la prise en compte de la taille, du secteur et de la localisation.

En fournissant cette perspective fondée sur des données factuelles, IFC contribue à modifier la façon dont les entreprises, les décideurs politiques et les investisseurs abordent la transformation numérique en Afrique et, par voie de conséquence, stimulent la croissance économique et la création d'emplois sur le continent. Le rapport décrit des stratégies concrètes, allant de l'investissement dans l'infrastructure numérique au financement de start-up technologiques offrant des solutions numériques conviviales et pas chères.

En pilotant ainsi la réflexion, IFC ouvre la voie à des solutions modulables à l'un des principaux problèmes de développement de l'Afrique, en démontrant comment les données et l'analyse peuvent être des outils puissants permettant de libérer le potentiel numérique du continent.



Photos : Qu'il s'agisse de travailleurs dans les infrastructures ou de propriétaires de petites entreprises, la révolution numérique en Afrique crée des opportunités dans tous les secteurs.





LE RÉSEAU DU SAVOIR

ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DE LA FINANCE DURABLE À L'ÉCHELLE MONDIALE

IFC exploite le pouvoir de la collaboration mondiale par le biais du Réseau banque et finance durables (RBFDF). Cette plateforme dirigée par IFC illustre la manière dont le partage des connaissances et le renforcement des capacités peuvent induire un changement systémique dans le secteur financier des pays émergents et pays en développement.

Avec ses 91 institutions membres représentant plus de 68 000 milliards de dollars d'actifs, le RBFDF est devenu la tête de proue de l'identification des opportunités et du suivi des progrès dans le domaine de la finance durable. En avril 2024, le réseau a publié le dernier numéro en date

de son bulletin *Global Progress Brief* et lancé son portail de données innovant, qui offrent des informations inédites sur les tendances de la finance durable dans 66 pays.

Le *Global Progress Brief* fournit des informations qualitatives approfondies sur les difficultés et les réalisations, tandis que le portail de données permet d'établir des comparaisons en temps réel entre initiatives de l'ensemble des pays membres. Les deux constituent une ressource unique pour les systèmes financiers, les responsables des politiques et les organismes de réglementation du monde entier.

En facilitant cet échange mondial de connaissances, IFC catalyse une transformation dans la façon dont les institutions financières appréhendent la durabilité. Le réseau ne se contente pas de partager des informations ; il encourage un changement collectif de mentalités, qui permet que les risques climatiques et environnementaux soient reconnus comme des facteurs importants dans la stabilité du système financier, et que les difficultés soient transformées en occasions de développer de nouveaux marchés financiers durables.

Les effets de cette approche collaborative sont visibles dans les progrès rapides réalisés par les pays membres du RBFDF. Depuis 2021, tous les pays membres se sont dotés de cadres de gestion des risques liés au climat et à la nature, traduisant ainsi les engagements de l'Accord de Paris en actions concrètes. En particulier, 39 pays ont mis en place des cadres alignant la gestion des risques environnementaux et sociaux dans les décisions d'investissement sur les normes internationales, luttant parallèlement contre l'écoblanchiment des instruments de finance durable. En décembre 2023, les travaux du RBFDF avaient déjà aidé le marché des obligations thématiques indexées sur des objectifs de durabilité à atteindre 759 milliards de dollars dans 45 pays membres du réseau.

Photo : Les investissements d'IFC ont aidé le système de transport public de Santiago du Chili à réduire ses émissions de gaz à effet de serre en construisant l'une des plus grandes flottes d'autobus électriques au monde.

PLUS FORTS ENSEMBLE

AMPLIFIER L'IMPACT PAR LA COLLABORATION

IFC expérimente un nouveau modèle de collaboration avec les banques multilatérales de développement (BMD), qui montre de quelle manière des alliances stratégiques peuvent amplifier l'impact et favoriser un changement systémique. Deux principaux partenariats illustrent cette démarche : une collaboration vieille de quatre ans avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et un nouvel accord avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

La collaboration entre le Groupe de la Banque mondiale et la BID repose sur *Amazon Finance Network*, créé conjointement par IFC et IDB Invest. Ce réseau réunit 47 institutions financières qui proposent des solutions innovantes à l'appui d'une économie durable dans la région amazonienne. Sa première réunion, en juin 2023, a marqué un tournant dans la manière d'aborder les problèmes régionaux complexes. Le réseau entend profiter à plus de 2 millions de personnes dans sept pays amazoniens d'ici à 2030, illustrant ainsi la résolution collaborative de problèmes à grande échelle.

Le nouveau partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et la BERD, conclu en avril 2024, vise à intensifier les résultats, en s'appuyant sur les solides liens institutionnels en place. Il vise quatre grands domaines de coopération : le climat, la connectivité régionale, la résilience et le redressement économiques en Ukraine, et la délégation réciproque pour promouvoir le cofinancement du secteur privé, en vue d'une efficacité et d'une efficacité plus grandes.

Outre ces partenariats, IFC mène une initiative sans précédent visant à améliorer la transparence du risque de crédit dans les pays émergents. En sa qualité de cofondatrice et d'animatrice du Consortium chargé de la base de données mondiale sur les risques liés aux marchés émergents, IFC pilote des initiatives visant à fournir des renseignements inédits sur les profils de risque de crédit des économies émergentes.

Le Consortium GEM, qui compte 25 BMD et IFD membres depuis mai 2024, publie des données exhaustives sur le risque de crédit qui transforment la vision des investissements dans les pays émergents. La publication du GEM de mars 2024 sur les statistiques de recouvrement (*Recovery Statistics*) a révélé que les taux de défaillance dans les marchés émergents sont comparables à ceux des entreprises notées B dans les marchés développés, ce qui remet en question les vieilles hypothèses sur le risque dans ces économies.

IFC collabore actuellement avec ses partenaires du GEM pour améliorer le degré de précision et la portée des données, et il est ainsi prévu de présenter des statistiques plus ventilées par région, par groupe de revenu et par secteur dans les prochaines éditions. Ces efforts sont complétés par une étude de marché approfondie devant permettre de mieux comprendre les demandes des investisseurs et de réfléchir aux moyens d'accroître encore la transparence.

En créant des passerelles entre les institutions, les secteurs et les parties prenantes, IFC favorise des solutions de développement plus efficaces, plus efficaces et plus puissantes. Ces partenariats servent de modèles pour impulser un changement systémique, offrant des plans devant permettre de relever des défis mondiaux complexes grâce à des actions concertées, à l'innovation et à la prise de décisions fondées sur les données.

Photo : *Amazon Finance Network*, créé conjointement par IFC et IDB Invest, rassemble 47 institutions financières animées d'idées nouvelles pour le développement durable dans les huit pays de la région amazonienne. L'un de ses membres, la Fondation BBVA Microfinance, partenaire d'IFC, soutient les femmes entrepreneures autochtones de la région amazonienne du Pérou par l'intermédiaire de l'institution de microfinance cliente *Financiera Confianza*.



RÉPONDRE AUX ATTENTES : L'IMPACT DE NOTRE ACTION

Mesurer les résultats de ses activités et évaluer son efficacité sont des aspects essentiels de l'approche d'IFC en matière de développement. Après l'introduction de la nouvelle Fiche de performance du Groupe de la Banque mondiale, IFC affine la manière dont elle mesure et communique l'impact de ses opérations sur le développement. Les indicateurs de la fiche de performance sont présentés à l'aide de données liées aux opérations, qui suivent les progrès depuis le début de l'intervention d'IFC, mesurant à la fois les résultats attendus et les résultats obtenus. La plupart des indicateurs portent sur le nombre de personnes bénéficiant des interventions d'IFC. L'institution a utilisé des données historiques pour rendre compte de ces indicateurs cette année et continuera d'améliorer ses méthodes de suivi pour mieux remplir la Fiche de performance.

Le cadre AIMM, l'outil d'évaluation et de suivi des impacts attendus d'IFC, permet à l'institution de mieux cerner, mesurer, noter et surveiller l'impact de chaque projet d'investissement sur le développement.

Le système de notation AIMM *ex-ante*, qui évalue l'impact attendu d'un projet, est une partie intégrante des processus d'approbation des investissements d'IFC et permet d'examiner les facteurs d'impact sur le développement à l'aune d'une série d'objectifs stratégiques touchant notamment au volume, à la rentabilité financière, au risque et aux priorités thématiques.

S'agissant des projets du portefeuille d'IFC, les notes AIMM *ex-ante* sont remplacées par une note AIMM du portefeuille qui est examinée chaque année. Le suivi du portefeuille par le cadre AIMM permet de mesurer la performance d'un projet et les risques susceptibles de compromettre l'impact escompté sur le plan du développement à l'aide des données tirées des indicateurs de résultat définis. En comparant l'évolution des résultats des indicateurs à la fois aux cibles *ex-ante* et aux valeurs de référence du cadre AIMM du secteur, il est possible de relier la note AIMM *ex-ante* à la note AIMM fluctuante du portefeuille et de déterminer la mesure dans laquelle l'impact attendu sur le développement est effectif.

Le système AIMM aide à mettre en œuvre la stratégie d'IFC en fournissant un cadre opérationnel solide qui :

- Améliore la capacité d'IFC à définir et à concevoir des projets qui maximisent son impact sur le développement ;
- Définit des cibles ambitieuses et des incitations ;

- Renforce la capacité de l'institution à mettre en œuvre un ensemble optimal de projets qui produisent aussi bien un impact important sur le développement que des rendements financiers solides ; et
- Propose une approche « de bout en bout » de la mesure des résultats en reliant les évaluations *ex-ante* à la fonction d'apprentissage et de reddition des comptes.

Depuis son introduction au cours de l'exercice 18, le cadre AIMM a publié plus de 2 700 notes *ex-ante* et 5 700 notes du portefeuille en matière d'impact. Le cadre est sans cesse peaufiné et simplifié pour répondre aux exigences opérationnelles.

NOTES AIMM

Durant l'exercice 24, IFC a engagé 288 projets d'investissement auxquels des notes AIMM *ex-ante* ont été attribuées. Le tableau ci-dessous présente un récapitulatif des notes au cours des deux dernières années.

Notes AIMM *ex-ante* des investissements pour les projets engagés au cours des exercices 24 et 23

Catégories de notes AIMM	Ex. 24 (288 projets)	Ex. 23 (244 projets)
Excellent	12 %	14 %
Bien	80 %	68 %
Satisfaisant	8 %	18 %
Faible	0 %	0 %

Le portefeuille AIMM pour l'exercice 24 comprend 1 229 projets en cours auxquels des notes AIMM *ex-ante* ont été attribuées. Le tableau qui suit présente un récapitulatif des notes au cours des deux dernières années.

Veillez noter que les chiffres AIMM présentés dans ce rapport sont susceptibles de changer au cours des prochaines années en raison de modifications apportées après la publication aux caractéristiques du projet telles que la région, l'année d'engagement, le sous-type de produit ou la classification du secteur ; toutefois, ces changements ne devraient pas être importants.

Notes AIMM du portefeuille d'investissements, Exercices 24 et 23

RÉPARTITION DES NOTES

Catégories de notes AIMM	Ex. 24 (1 229 projets)	Ex. 23 (1 129 projets)
Excellent	12 %	11 %
Bien	56 %	53 %
Satisfaisant	22 %	25 %
Faible	10 %	10 %

Vous trouverez les notes AIMM détaillées par région et par branche d'activité, ainsi que les interventions de certains clients d'IFC sur le site Web du Rapport annuel d'IFC.

Voici six ans qu'IFC publie les notes AIMM du portefeuille pour les projets d'investissement supervisés.

L'évolution des notes AIMM du portefeuille indique aux gestionnaires d'investissement les progrès des résultats des projets d'investissement en cours, en matière de développement. Pour l'exercice 24, la note AIMM moyenne du portefeuille était de 49. La note AIMM ex-ante moyenne pour ces mêmes projets était de 51 lors de la phase d'approbation, ce qui semble indiquer qu'au niveau du portefeuille, globalement, ces projets produisent l'impact attendu sur le développement pendant la phase d'exécution.

Notations des projets de services-conseil : L'efficacité des projets de services-conseil sur le développement est évaluée au moment de l'achèvement du projet. Durant l'exercice 24, 134 projets de services-conseil étaient qualifiés pour une évaluation ex-post et ont fait l'objet d'auto-évaluations aux fins de notation de l'efficacité dans le domaine du développement. Au total, 74 % des projets ont été jugés couronnés de succès ou mieux, dépassant la cible de 65 % fixée par IFC.

Le nombre de projets de services-conseil qualifiés pour une évaluation ex-post a considérablement augmenté entre les exercices 23 et 24, passant de 98 à 134. Les taux de succès globaux du portefeuille de services-conseil pour l'exercice 24 sont en hausse par rapport à l'exercice 23, la preuve que les projets de services-conseil ont repris dans la plupart des régions après la pandémie de COVID-19.

Note de l'efficacité des services-conseil dans le domaine du développement, par région (%), Ex. 24/Ex. 23¹

Région	Ex. 24	EX. 23
Afrique	67 %	49 %
Asie du Sud	79 %	77 %
Asie de l'Est et Pacifique	75 %	53 %
Amérique latine et Caraïbes	85 %	67 %
Asie centrale et Türkiye	100 %	100 %
Moyen-Orient	91 %	88 %
Europe	64 %	67 %
Monde	100 %	50 %
Total IFC	74 %	61 %

Note de l'efficacité des services-conseil dans le domaine du développement, par domaine d'activité (%), Ex. 24/Ex. 23²

Domaine d'activité	Ex. 24	EX. 23
Groupe des institutions financières	87 %	72 %
Industrie manufacturière, agro-industrie et services	86 %	67 %
Infrastructure et ressources naturelles	50 %	71 %
Technologies de rupture et fonds pour l'innovation de rupture	50 %	0 %
Services-conseil pour les transactions	70 %	53 %
Autres services-conseil, y compris sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance	92 %	89 %
Conseils et analyses économiques pour les pays	50 %	43 %
Total IFC	74 %	61 %

1. Les notes de l'efficacité du développement à l'échelle mondiale pour l'exercice 23 sont basées sur moins de cinq projets notés. Les notes de l'efficacité du développement pour l'Asie centrale et Türkiye et à l'échelle mondiale pour l'exercice 24 sont basées sur moins de cinq projets notés.

2. Les notes de l'efficacité du développement dans les domaines suivants : infrastructures et ressources naturelles, technologies de rupture et fonds pour l'innovation de rupture et autres services-conseils, y compris environnementaux, sociaux et de gouvernance, pour l'exercice 23 sont basées sur moins de dix projets notés. Les notes de l'efficacité du développement dans le domaine des technologies de rupture et des fonds pour l'innovation de rupture ainsi que des infrastructures et ressources naturelles pour l'exercice 24 sont basées sur moins de dix projets notés.

ÉTABLIR LES NORMES POUR L'INVESTISSEMENT À IMPACT

En 2019, IFC a élaboré et lancé les **Principes opérationnels de la gestion de l'impact** (Les Principes d'impact) qui constituent désormais la norme du marché pour les investisseurs à impact. En appliquant ces principes, les investisseurs à impact peuvent contribuer à garantir que leurs investissements répondent à une norme élevée en matière d'impact social et environnemental, ce qui se traduirait par une utilisation plus efficace des capitaux. De 58 au moment du lancement des Principes d'impact, le nombre de signataires a considérablement augmenté, triplant pour atteindre 181. Ces signataires viennent de 41 pays et représentent 547 milliards de dollars d'actifs orientés vers l'investissement à impact. IFC a hébergé le Secrétariat des Principes d'impact jusqu'en octobre 2022. Après avoir incubé l'initiative avec succès, elle a transféré la fonction d'hébergement au *Global Impact Investing Network* afin d'étendre le rayonnement des Principes et de créer des possibilités de synergie avec les investisseurs d'impact du secteur privé. En tant que signataire fondateur et premier hôte des Principes d'impact, IFC demeure un membre essentiel du Conseil consultatif de ces principes.

Par ailleurs, l'institution est l'un des fondateurs des indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé (**Harmonized Indicators for Private Sector Operations, HIPSO**). Les 29 institutions de financement du développement (IFD) qui composent le partenariat ont fixé des indicateurs sectoriels et thématiques communs, assortis de définitions normalisées, que peuvent utiliser les membres de HIPSO, ainsi que les signataires des Principes d'impact et la communauté des investisseurs d'impact en général. Depuis sa création en 2004, HIPSO est devenu une communauté de pratique pour les IFD en matière de mesure et de gestion de l'impact. C'est un cadre d'acquisition de pratiques optimales, d'expérimentation de nouvelles idées et de partage des connaissances. Il a servi de base à une culture continue d'apprentissage entre pairs sur les systèmes de gestion des impacts, les théories du changement et la cartographie des lacunes en matière de données probantes, l'harmonisation des modèles de collecte de données et les méthodologies d'évaluation des opérations du secteur privé. Au cours de l'exercice 24, HIPSO a révisé les mesures pour les infrastructures, y compris les secteurs de l'énergie, des transports et du pétrole et du gaz.

ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

IFC contribue par ses investissements directs et ses services de conseil à plusieurs ODD. La mission d'IFC et les objectifs du Groupe de la Banque mondiale sont en cohérence avec les ODD 1 et 10, qui parlent « d'éliminer la pauvreté » et « de réduire les inégalités ». Au niveau sectoriel stratégique, IFC favorise les projets dans les domaines de l'infrastructure, l'agriculture, l'inclusion financière, la santé et l'éducation, conformément aux ODD 2, 3, 4, 6, 7 et 9.



IFC s'associe aussi activement à des investisseurs privés pour mobiliser de nouvelles sources de financement — conformément à l'ODD 17. IFC continue de promouvoir la création d'emplois et la croissance économique, l'égalité des genres, le développement des villes, la durabilité environnementale et sociale, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets — conformément aux ODD 8, 5, 11, 14, 15, 12 et 13, respectivement. Les contributions des clients d'IFC aux ODD sont présentées dans le [tableau de bord d'IFC sur les ODD](#) sur le site Web de l'institution.



En collaboration avec d'autres IFD (également partenaires HIPSO), IFC a élaboré une méthodologie commune d'alignement des contributions des IFD aux ODD, largement ouverte à l'utilisation des sociétés et des investisseurs à impact privés. Vous trouverez de plus amples informations à l'adresse : <https://indicators.ifipartnership.org/dashboard/>.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉTUDES, ANALYSES ET PROGRAMMES D'AUTO-ÉVALUATION

IFC utilise à la fois les études, l'analyse des données et les auto-évaluations pour enrichir ses connaissances et apporter des solutions en temps réel à ses clients et aux membres des services opérationnels. Tous ces enseignements importants guident les collaborations avec les nouveaux clients. Voici des exemples dignes d'intérêt pour l'exercice 24 :

- **IFC a collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à une étude qui a mis en évidence d'importantes disparités dans les résultats en matière d'emploi des hommes et des femmes récemment diplômés.** L'étude a analysé une série d'enquêtes réalisées par IFC dans plus de 50 établissements d'enseignement supérieur dans plus de 20 pays. Ces enquêtes ont été menées dans

le cadre de son programme de conseil *Vitae*. *Vitae* est un programme en cours dans le cadre duquel IFC conseille et aide les établissements d'enseignement supérieur à améliorer l'employabilité de leurs étudiants et à faciliter leur transition vers le marché du travail. L'analyse statistique des enquêtes *Vitae* indique qu'une diplômée est plus susceptible d'être au chômage et de gagner moins qu'un diplômé. Ce résultat est valable même si elle a étudié la même matière, a fréquenté la même institution, a le même âge, a un niveau d'expérience similaire et a obtenu son diplôme la même année. L'étude a révélé que les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes diplômés étaient plus importants dans les domaines très rémunérateurs des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM), comme l'ingénierie et les technologies de l'information et de la communication (TIC), et que ces écarts étaient plus importants pour les diplômés plus âgés, dans la trentaine et la quarantaine. L'étude décrit un certain nombre d'interventions que les établissements d'enseignement supérieur, les employeurs et les gouvernements peuvent mettre en œuvre pour combler ces lacunes. Pour les établissements d'enseignement supérieur, il est essentiel qu'ils réalisent des études de suivi qui peuvent être utilisées pour comprendre le problème et leurs progrès vers sa résolution. Parmi les autres interventions que ces établissements peuvent mettre en œuvre, citons l'introduction d'un encadrement professionnel tenant compte du genre et l'utilisation de ressources et d'orientations professionnelles pour lutter contre les préjugés et les idées fausses fondés sur le genre.

- **Une étude de cas sur l'investissement d'IFC dans *NephroPlus*, le plus grand réseau de centres de dialyse d'Asie.** IFC a investi pour la première fois dans *NephroPlus* en 2014 avec une prise de participation directe d'une valeur de 7 millions de dollars, suivie de 3,1 millions de dollars en 2016. Au moment de l'investissement, l'écart dans l'accès à des soins de dialyse de qualité en Inde était très important : il n'existait que 1 500 centres de dialyse en Inde, concentrés dans les villes de niveau 1. Les normes de qualité variaient et l'accès était plus réduit pour les personnes incapables de payer de leur poche. L'investissement d'IFC devait soutenir l'expansion de l'entreprise en Inde, ce qui devait à son tour élargir l'accès à des soins de dialyse peu coûteux et de qualité en Inde et ailleurs. Une étude de cas réalisée en 2024 pour examiner où en était *NephroPlus* sur le plan de l'impact sur le développement a révélé que le nombre de centres de dialyse gérés par l'entreprise était passé de 26 au moment de l'investissement à 440 en 2024, répartis dans cinq pays d'Asie. Le nombre de patients atteints est passé de 1 151 au moment de l'investissement à plus de 48 000, dépassant l'objectif initial fixé à environ 9 000. En outre, une enquête menée en partenariat avec la Banque mondiale auprès d'un échantillon aléatoire de 2 500 patients de *NephroPlus* en Inde a révélé qu'un patient sur trois vivait sous le seuil international de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, fixé à 3,2 dollars par jour. À la suite du succès de *NephroPlus*, tant sur le plan financier que sur le plan du développement, d'importantes leçons ont été tirées sur la façon dont les entreprises peuvent atteindre efficacement les personnes

mal desservies, tout en rentrant dans leurs frais : la première est une volonté consciente, l'entreprise ayant eu dès le départ la vision de créer un service qui serait accessible en particulier aux personnes n'ayant pas les moyens de payer de leur poche ; et la seconde est l'adaptabilité, le modèle commercial de base de *NephroPlus* étant passé de centres privés autonomes à des centres faisant l'objet de partenariats public-privé. Cette évolution était essentielle pour permettre l'accès aux personnes fréquentant les hôpitaux publics, ce qui déséquilibre généralement les revenus les plus faibles en Inde.

- **Besoin de financement des MPME : Estimation actualisée et évolution du déficit de financement pour les MPME dans les pays émergents et pays en développement (PEPD).** Le rapport estime que la demande potentielle de financement pour les MPME dans 119 pays émergents et pays en développement dans le monde s'élevait déjà à 10 300 milliards de dollars en 2019. À titre de comparaison, l'offre de crédit est de 4 600 milliards de dollars. Par conséquent, le déficit de financement imputable aux MPME du secteur formel dans les PEPD s'élève à 5 700 milliards de dollars, soit l'équivalent de 19 % du produit intérieur brut (PIB) et de 20 % de l'ensemble des crédits du secteur privé fournis par les banques à ces pays. Le rapport utilise la même méthodologie que dans l'édition précédente (2017) et réutilise aussi le même cadre conceptuel et les mêmes sources de données. Ce rapport constitue donc une première tentative de suivi de l'évolution du déficit de financement des MPME dans le temps. Sur la période de quatre ans allant de 2015 à 2019¹, le rapport arrive à la conclusion alarmante que le déficit de financement des MPME est passé de 4 400 milliards de dollars (17,2 % du PIB) à 5 700 milliards de dollars (19 % du PIB) dans les PEPD, augmentant en moyenne de plus de 6 % par an. Bien que l'offre de financement ait sensiblement augmenté de 7 % par an, passant de 3 600 milliards de dollars (14 % du PIB) à 4 600 milliards de dollars (16 % du PIB) en 2019, cela s'explique en grande partie par l'énorme influence de la Chine. Cependant, elle a été éclipsée par l'augmentation de la demande potentielle. Un rapport, une base de données et des activités de diffusion sont prévus.

1. 2019 est l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données, les enquêtes auprès des entreprises représentatives au niveau national ayant été peu nombreuses au cours de la période qui a suivi la COVID-19 (2020-2021).

DURABILITÉ

IFC est de longue date la tête de proue de l'organisation du paysage de la gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise, que ce soit en définissant le premier des politiques de sauvegarde en matière de durabilité à l'intention du secteur privé ou en établissant des pratiques strictes de gestion des risques liés aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Le [Cadre de durabilité](#) et la [Méthodologie de gouvernance d'entreprise](#) décrivent la stratégie d'IFC concernant la gestion des risques ESG. Ils offrent une base solide permettant de développer la durabilité dans les activités d'IFC elle-même, et de renforcer les capacités de ses clients ainsi que des futurs leaders sectoriels dans les pays émergents et pays en développement.

Alors que les initiatives autour de la durabilité se multiplient dans le monde, IFC continue d'innover. Qu'il s'agisse d'innover avec des outils numériques permettant de suivre plus efficacement l'impact des projets ou de nouer des partenariats pour gérer les nouveaux progrès en matière environnementale, sociale et de gouvernance, IFC apparaît comme un catalyseur dans la définition des normes destinées à encadrer l'expansion du secteur privé et l'application de nouvelles normes de communication des résultats en matière de durabilité, canalisant ainsi les financements en vue de créer des marchés plus durables.

FONCTION D'ÉTABLISSEMENT DES NORMES

Les normes de performance d'IFC, qui sont un élément essentiel de son Cadre de durabilité, définissent la manière dont ses clients évitent, atténuent et gèrent les risques environnementaux et sociaux. Pendant près de 20 ans, ces normes ont servi de référence à l'échelle mondiale. Au 30 juin 2024, près de 130 institutions financières à travers le monde étaient signataires des Principes d'Équateur, qui se sont inspirés des normes de performance d'IFC. En outre, de plus en plus d'institutions financières et leurs cadres de durabilité ont adopté les normes de performance d'IFC ou s'y appuient. En septembre 2023, IFC a publié la [Note d'orientation sur les intermédiaires financiers](#), qui apporte des précisions et fournit des explications pratiques sur l'applicabilité du Cadre de durabilité d'IFC aux intermédiaires financiers.

Les [directives environnementales, sanitaires et sécuritaires](#) (ESS) du Groupe de la Banque mondiale sont le document technique de référence en matière de bonnes pratiques internationales professionnelles pour les institutions financières, les sociétés et les professionnels des questions ESG à travers le monde. En étroite collaboration avec la Banque mondiale et la MIGA, IFC a entrepris d'actualiser et de moderniser les directives pour les conformer aux bonnes pratiques actuelles, notamment en renforçant les orientations sur la gestion du climat, les communautés, et les questions de santé et de sécurité au travail. Les Directives ESS actualisées pour les aéroports, le transport et la distribution de l'électricité et les établissements de soins de santé devraient faire l'objet d'une consultation publique au cours de l'exercice 25, suivies par les Directives ESS générales. D'autres directives ESS applicables à des branches d'activité seront mises à jour au cours de l'exercice 25 et par la suite.

Les considérations de gouvernance d'entreprise sont cruciales pour une prise de décision et une mise en œuvre efficace des interventions visant la durabilité. Grâce à la [Matrice de progression de la gouvernance climatique](#) et à la [fiche de conseils](#) destinée aux conseils d'administration pour les aider à identifier et à superviser les risques et les opportunités liés au climat, IFC aide les bénéficiaires de ses investissements et de ses services-conseil à mettre en œuvre des pratiques de gouvernance climatique saines afin de faciliter leur action et leur communication autour du climat.

PARTENARIATS

Pour renforcer son impact, IFC s'allie aux principaux réseaux et organisations en matière d'ESG.

Réseau banque et finance durables (RBFD). Le RBFD est une plateforme mondiale de partage des connaissances et de renforcement des capacités destinée aux organismes de réglementation financière et aux associations professionnelles des pays émergents. IFC a continué d'assurer le secrétariat du réseau et d'être son partenaire en matière de connaissances. En avril 2024, le réseau a publié la dernière édition en date de son bulletin *Global Progress Brief* et lancé son portail de données innovant, qui fournissent des informations inédites sur les tendances de la finance durable dans 66 pays.

Fondation des normes internationales d'information financière (IFRS). L'*International Sustainability Standards Board* (ISSB) de la Fondation IFRS a publié en juin 2023 deux premières normes visant à garantir la cohérence et la comparabilité des informations financières relatives à la durabilité pour les marchés financiers. En juin 2024, IFC et la Fondation IFRS ont établi un partenariat stratégique visant à renforcer les marchés financiers durables en améliorant la communication de l'information sur les questions liées à la durabilité et au climat. Sachant que

les pays représentant environ 55 % du produit intérieur brut mondial ont déjà pris des mesures en vue d'appliquer ces normes, le partenariat mettra l'accent sur la mise en œuvre de programmes visant à promouvoir et à renforcer les capacités en vue d'une application cohérente des normes IFRS de communication de l'information en matière de durabilité dans les PEPD. Il s'agit notamment d'élaborer des boîtes à outils et de réaliser des études, ainsi que de dispenser des formations pour encourager la communication de l'information liée à la durabilité. Le partenariat décrit également des plans visant à fournir une assistance technique et un soutien personnalisé pour aider les pays à adopter et à appliquer ces normes de manière efficace.

Cadre de développement de la gouvernance d'entreprise (CGDF). IFC est un membre actif du CGDF, une initiative conjointe de 33 institutions de financement du développement (IFD) qui vise à élaborer une approche commune de gestion des risques et des opportunités liés à la gouvernance d'entreprise dans les opérations d'investissement des IFD. En 2023, IFC a dirigé le groupe de travail du CGDF et, en mars 2024, a accueilli l'assemblée annuelle au cours de laquelle une [Matrice de progression de la gouvernance d'entreprise du CGDF](#) actualisée a été lancée. La matrice est basée sur la méthodologie de gouvernance d'entreprise d'IFC et guide les entreprises, les investisseurs, les organismes de réglementation, les évaluateurs de la gouvernance d'entreprise et d'autres parties prenantes dans l'évaluation et l'amélioration du cadre de gouvernance d'une entreprise.

Organisation internationale du Travail (OIT). IFC continue de collaborer avec l'OIT et les syndicats internationaux pour partager ses connaissances sur les questions sectorielles et thématiques liées au travail et promouvoir une gestion rigoureuse des risques liés au travail. En mai 2024, IFC et l'OIT ont organisé un atelier au Caire (Égypte) pour discuter des synergies et des différences entre la législation locale et les bonnes pratiques internationales. Des événements similaires sont prévus au cours de l'exercice 25.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Par ses [services-conseil en matière d'ESG](#), IFC aide ses clients et le marché plus généralement à gérer les difficultés dans ces domaines. Entre autres initiatives, l'institution a organisé, en mai 2024, la première de ses formations des formateurs à l'intention des représentants d'institutions partenaires qui fourniront des services de conseil en matière de gouvernance climatique aux conseils d'administration en Europe et en Asie centrale.

IFC continue en outre de développer des biens publics librement accessibles sur les meilleures pratiques en matière de durabilité. En plus de produits du savoir thématiques couvrant des sujets tels que la [biodiversité](#), la [finance durable](#), la [diversité des genres](#) et la [réinstallation](#), nous avons publié de nouveaux produits tels qu'['Advancing UN Sustainable Development Goals through IFC's Environmental, Social, and Governance Standards](#), qui est à la fois un guide et un ensemble de données destinés à aider le secteur privé à utiliser des approches de gestion des risques ESG pour contribuer à la réalisation des ODD. IFC aide de surcroît les entreprises à développer leur capacité à traduire leurs engagements en matière de durabilité en décisions financières pratiques et quantifiables. Ses ressources sur les questions d'ESG sont appréciées de ses clients et des acteurs du marché en général, à en juger par les 750 000 vues et les 231 000 téléchargements au cours de l'exercice 24.

IFC continue par ailleurs de renforcer les capacités des membres de ses équipes E&S. Depuis juin 2023, un outil d'auto-évaluation qui fournit un plan d'apprentissage structuré et personnalisé est mis à la disposition de nos équipes E&S pour leur développement professionnel continu. Cette démarche est complétée par le Programme de formation professionnelle d'IFC, qui cible les compétences de base dont les spécialistes des questions environnementales et sociales (E&S) ont besoin pour assurer la qualité, la cohérence et la rigueur dans l'application des politiques et procédures environnementales et sociales d'IFC et dans l'examen de la performance des clients et l'application des Normes de performance.

En janvier 2024, IFC, la Fondation IFRS et l'Initiative des Nations Unies pour des bourses de valeurs durables ont lancé le premier programme de formation en ligne au monde sur [l'application des normes IFRS en matière d'information sur les questions de durabilité](#). Plus de 5 000 participants dans 10 PEPD ont déjà suivi ce cours.

OUTILS INNOVANTS

IFC continue d'innover en utilisant l'intelligence artificielle (IA) et les outils de technologie numérique pour suivre et amplifier les impacts ESG. Durant l'exercice 22, IFC a lancé l'outil MALENA (*Machine Learning ESG Analyst*), une plateforme utilisant l'intelligence artificielle pour extraire du contenu intelligible de données ESG non structurées à grande échelle, ce qui accélère les analyses et accroît la productivité. Entraînée par IFC à partir d'un ensemble unique de données ESG sur les marchés émergents,

MALENA utilise le traitement du langage naturel et identifie rapidement plus de 1 000 termes parlant des risques liés au climat, au genre et aux questions ESG et prédit les sentiments en fonction du contexte. Les spécialistes d'IFC utilisent les informations tirées de MALENA pour étayer les vérifications préalables en matière d'ESG et le suivi du portefeuille. Le projet a été sélectionné parmi les finalistes du très compétitif programme *AI in Finance Global FinTech Hackcelerator 2023* de l'Autorité monétaire de Singapour et a été présenté au *Singapore Fintech Festival* devant 66 000 participants en novembre 2023. IFC a également lancé une version gratuite de MALENA, accessible à l'adresse : www.malena.ifc.org.

Conçue pour améliorer la diligence raisonnable en matière d'ESG et les opérations du portefeuille en renforçant la cohérence et l'efficacité des analyses, IFC continue de développer la nouvelle plateforme ESG360 (anciennement appelée Outil de notation de la durabilité) afin de servir de guichet unique pour les équipes ESG et opérationnelles en ce qui concerne les données ESG et pour soutenir la diligence raisonnable et le suivi des projets d'IFC. Après un essai réussi durant les exercices 23 et 24, l'outil est à présent déployé dans tous les projets d'IFC, notamment les nouvelles opérations et les projets du portefeuille. ESG360 soutient également la diligence en matière de gouvernance d'entreprise et le portefeuille. La composante gouvernance d'entreprise de la plateforme ESG360 a notamment les fonctionnalités suivantes : la génération des catégories de risques, la collecte d'informations facilitée par le système auprès des clients, ainsi qu'un système qui permet d'identifier facilement les signaux d'alarme et les mesures d'atténuation potentielles.

IFC joue également un rôle de chef de file par le biais de sa plateforme d'information sur la durabilité au-delà du bilan [Beyond the Balance Sheet Sustainability Disclosure Platform](#). Lancé en octobre 2023, *Beyond the Balance Sheet* est un programme facilité par IFC qui aide les entreprises, les banques, les organismes de réglementation et les bourses de valeur à élaborer des mécanismes de communication d'informations sur la durabilité et le climat nécessaires pour rester pertinents dans un monde en évolution rapide et axé sur les données. La plateforme en ligne vise en particulier à guider les entreprises des pays émergents sur la manière d'appliquer les principales réglementations et pratiques en matière de communication et de transparence. Cet écosystème en ligne comprend une boîte à outils numérique, des cours en ligne, des outils d'auto-évaluation et de nombreuses ressources pour évoluer dans le paysage contemporain de la communication sur les questions de durabilité.

RESPONSABILITÉ ET SURVEILLANCE

Il est vital pour IFC et ses clients de garantir la reddition des comptes. Au cours des dernières années, l'institution a pris plusieurs mesures destinées à lui permettre de mieux remédier aux effets négatifs de ses opérations sur les populations. Durant l'exercice écoulé, IFC a lancé une fonction d'instruction des plaintes au niveau de la direction, qui permet aux personnes touchées par les impacts environnementaux et sociaux de ses projets de faire part de leurs griefs directement à IFC. IFC a poursuivi sa marche vers une plus grande responsabilisation en collaborant avec de nombreuses parties prenantes, notamment les organisations de la société civile (OSC), les institutions financières internationales, les clients et les mécanismes indépendants de responsabilisation (MRI) des banques multilatérales de développement sur l'approche proposée en matière de mesures de réparation et des principes de désengagement responsable.

Outre le renforcement de la redevabilité, IFC a aussi continué de prôner une plus grande transparence, consciente que c'est l'une des mesures les plus importantes qu'elle puisse prendre en tant qu'institution de développement pour garder la confiance des acteurs

concernés et les faire participer à l'élaboration de nouvelles solutions à des problèmes de développement complexes. Nous restons déterminés à collaborer avec nos pairs pour parvenir à une meilleure harmonisation des pratiques de communication et de présentation de l'information afin que les parties prenantes avec lesquelles nous travaillons disposent d'informations exactes et actuelles sur nos projets et qu'elles soient informées de la mission et de l'impact de notre travail sur le développement.

Responsabilité

BUREAU DE MÉDIATION, DE CONFORMITÉ ET DE CONSEIL (CAO)

Les populations touchées par les impacts environnementaux et sociaux négatifs des projets d'IFC peuvent faire part de leurs préoccupations au CAO, qui est le mécanisme indépendant de responsabilisation d'IFC. Le CAO, qui rend compte au conseil d'administration, a pour mission de faciliter le règlement des plaintes dans une démarche équitable, objective et constructive, d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux des projets et d'encourager la reddition des comptes au public ainsi que l'apprentissage afin d'améliorer la performance environnementale et sociale d'IFC. Il aide à résoudre les problèmes entre les populations touchées et les clients d'IFC, en recherchant des solutions dans une démarche neutre et collaborative dans le cadre de sa fonction de règlement des différends. En vertu de sa fonction de vérification de la conformité, le CAO s'assure qu'IFC respecte ses politiques environnementales et sociales, évalue les préjudices liés aux activités de l'institution et recommande des mesures de réparation, le cas échéant.

Dans le cadre de sa fonction consultative, il donne des avis dans le but d'améliorer la performance systémique d'IFC en matière de durabilité environnementale et sociale. Au cours de l'exercice 24, le CAO a instruit 65 dossiers portant sur des projets d'IFC dans 27 pays. Durant l'année, le CAO a été saisi de 16 plaintes recevables, dont quatre ont été transmises à IFC. Le CAO a clos sept dossiers — deux après la phase d'évaluation, un après avoir supervisé un accord de règlement de différend, deux après l'évaluation de la conformité indiquant qu'une enquête n'était pas justifiée, et deux après avoir supervisé l'application des directives. Au cours de l'exercice 24, le Conseil a approuvé quatre plans d'action de la direction d'IFC en réponse aux enquêtes du CAO sur l'application des directives en [Afrique du Sud](#), en [Égypte](#), au [Kenya](#) et au [Myanmar](#), respectivement, qui font l'objet d'un suivi par le CAO. De plus amples informations sont disponibles sur le [site Web du CAO](#).

INSTRUCTION DES PLAINTES PAR LA DIRECTION D'IFC

Les parties prenantes externes peuvent désormais saisir directement IFC de plaintes sur des questions environnementales ou sociales si elles estiment qu'un projet d'IFC a ou est susceptible d'avoir des effets négatifs sur elles-mêmes, leurs communautés ou leur environnement. Les plaignant.e.s ont ainsi la possibilité de collaborer avec IFC et ses clients pour trouver des solutions aussi rapides et efficaces que possible à leurs préoccupations environnementales et sociales. Il est essentiel de donner suite aux plaintes d'ordre environnemental et social déposées par des parties prenantes externes pour obtenir des résultats positifs sur le plan environnemental et social et montrer l'attachement d'IFC à l'éthique de responsabilité.

La directive et les procédures d'IFC sur le dépôt direct des plaintes ont été approuvées en février 2024, et le [site Web](#) ainsi que le portail destinés à recevoir les plaintes environnementales et sociales ont été lancés en mars 2024. La traduction en plusieurs langues est en cours. Au cours de l'exercice 24, IFC a reçu 27 plaintes directes admissibles et instruit des dossiers dans 12 pays.

IFC travaille dans un environnement complexe et dynamique et est consciente du rôle important que jouent les organisations de la société civile (OSC) et d'autres parties prenantes dans la promotion d'un développement responsable sur le plan social et environnemental. L'institution est déterminée à résoudre de manière proactive les problèmes et à répondre aux plaintes et préoccupations des parties prenantes concernant les impacts environnementaux et sociaux de ses investissements.

GRUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION (IEG)

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) est une unité indépendante qui rend compte directement au Conseil des Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour mission de renforcer les institutions du Groupe de la Banque mondiale en procédant à des évaluations qui orientent leurs stratégies et leurs activités futures — et accroissent l'efficacité des activités de développement. L'IEG évalue les résultats des opérations d'IFC et formule des recommandations pour les améliorer. Ses recommandations contribuent aussi à l'apprentissage interne en influençant la formulation des nouvelles orientations, politiques et procédures, ainsi que des stratégies nationales et sectorielles. Les examens annuels des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale et d'autres grands rapports par l'IEG peuvent être consultés sur le site Web de ce dernier à l'adresse <http://ieg.worldbankgroup.org/>.

Surveillance

AUDIT INTERNE DU GROUPE

La Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe est une fonction indépendante qui rend compte au Président et est placée sous la supervision du Comité d'audit du Conseil. Ses services d'assurance et de conseil aident le Groupe de la Banque à servir plus efficacement ses clients.

Au cours de l'exercice 24, les interventions prioritaires de cette unité ont porté sur la gestion des risques d'entreprise ; les canaux d'expression des griefs, de dépôt des plaintes et de dénonciation ; la mise en œuvre du Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque ; et la gestion des biens immobiliers. Le GIA a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'assurance et de conseil au niveau des pays et a commencé à élaborer son programme de surveillance pour l'Ukraine. Il travaille en partenariat avec des organisations bilatérales, multilatérales et de développement pour renforcer la surveillance dans des contextes difficiles, notamment dans les pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence. Pour de plus amples informations et pour consulter les rapports annuels et trimestriels de la Vice-présidence de l'Audit interne du Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous à l'adresse www.worldbank.org/internalaudit.

SYSTÈME DE SANCTIONS

Le système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale instruit les allégations de fraude, corruption, collusion, coercition et obstruction — collectivement appelées pratiques répréhensibles — dans le cadre des opérations du Groupe de la Banque.

ENQUÊTES

La **Vice-présidence de l'Intégrité** (INT) détecte, dissuade et prévient les pratiques répréhensibles de la part d'entreprises, d'individus, du personnel du Groupe de la Banque et de fournisseurs. Elle enquête sur les allégations de fraude, de corruption et d'autres pratiques passibles de sanctions et, lorsque celles-ci sont fondées, applique des sanctions à l'encontre des entités externes et des particuliers concernés et communique ses constatations au service des ressources humaines qui décide des mesures disciplinaires à prendre à l'encontre des membres du personnel visés. INT s'emploie également à identifier, à surveiller et à atténuer les risques pour l'intégrité dans les opérations du Groupe de la Banque, notamment en s'appuyant sur les enseignements tirés de ses enquêtes.

CONFORMITÉ

Le Bureau du respect de l'intégrité, une unité indépendante au sein de la Vice-présidence de l'Intégrité, examine la conformité des entités concernées par le processus de sanctions et travaille avec celles qui s'efforcent de remplir les conditions de levée des sanctions qui leur ont été imposées.

DÉCISIONS

Le **Bureau des suspensions et des exclusions**, que dirige le directeur des suspensions et des exclusions de la Banque mondiale, constitue le premier niveau d'arbitrage dans le système de sanctions du Groupe de la Banque. Tous les cas de sanctions qui ne font pas l'objet d'un appel devant le Conseil des sanctions du Groupe de la Banque sont résolus suivant les décisions du directeur des suspensions et des exclusions dont les condensés peuvent être consultés par le public.

Le **Conseil des sanctions** est composé de sept membres qui sont tous extérieurs au Groupe de la Banque. Il statue en dernier ressort sur tous les cas de sanctions contestées dans l'ensemble du Groupe de la Banque et rend des décisions pleinement motivées et non susceptibles d'appel, accessibles au public.

Au cours de l'exercice 24, le Groupe de la Banque a sanctionné huit entreprises et particuliers à travers des décisions non contestées du directeur des suspensions et des exclusions de la Banque, des décisions du Conseil des sanctions du Groupe de la Banque et des accords de règlement. Il a levé les sanctions imposées à cinq entités. Le Groupe de la Banque a également entériné 20 exclusions croisées décidées par d'autres banques multilatérales de développement, et 29 exclusions du Groupe de la Banque remplissaient les critères requis pour être entérinées par d'autres banques multilatérales de développement.

Au-delà du mandat du système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale, durant l'exercice 24, INT a mené des enquêtes sur 66 allégations de fraude et de corruption concernant des employés et des fournisseurs de la Banque mondiale. Au total, neuf de ces allégations étaient avérées.

Pour de plus amples informations concernant le Système de sanctions du Groupe de la Banque mondiale et son rapport annuel, rendez-vous à l'adresse <https://www.worldbank.org/en/about/unit/integrity-vice-presidency>. Pour signaler des actes présumés de fraude ou de corruption dans les projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site <https://wbgcmsprod.microsoftportals.com/en-US/anonymous-users/int-fraud-management/create-new-complaint/?clear>.

DIVERSITÉ, ÉQUITÉ ET INCLUSION

IFC s'emploie à promouvoir un milieu de travail diversifié, équitable et inclusif qui autonomise et magnifie ses agents dont les résultats importants en matière de développement du secteur privé sont manifestes. Elle demeure attachée à ses priorités, à savoir l'égalité des genres, l'action fondée sur les données et un leadership inclusif.

La promotion de la diversité commence par le suivi des informations sur la diversité du personnel, qui donne une idée de la palette d'origines, de compétences et d'expériences de nos employés. Au 30 juin 2024, IFC comptait près de 4 500 agents, dont 54 % de femmes. Ces agents représentent plus de 150 nationalités, travaillent dans plus de 100 pays et parlent plus de 50 langues.

IFC compte sur la campagne *iCount* en cours pour se faire une idée plus précise de la coloration de ses effectifs. L'initiative *iCount* du Groupe de la Banque mondiale encourage les employés à communiquer volontairement des informations personnelles, notamment leur nationalité, race et ethnie, leur orientation sexuelle et identité de genre, et leurs handicaps. Durant l'exercice 24, les données de *iCount* ont permis à l'institution de percevoir la diversité de son personnel sous des prismes différents, à savoir la race et l'ethnicité, l'orientation sexuelle, la diversité générationnelle et le handicap. Les données recueillies dans le cadre de *iCount* permettent à l'institution de mieux comprendre l'expérience qu'a le personnel du milieu de travail qu'elle offre, du point de vue de l'avancement professionnel et des promotions, de la mobilité, de la rémunération et de la gestion des performances. Elles sont utilisées pour prendre des mesures ciblées destinées à améliorer l'expérience professionnelle dans les cadres de travail d'IFC.

PROGRESSER DANS NOS PRIORITÉS EN MATIÈRE DE DIVERSITÉ, D'ÉQUITÉ ET D'INCLUSION

La diversité d'IFC lui permet de penser globalement et d'intervenir localement quand elle met au point des solutions innovantes et transversales pour remplir sa mission. Jetant un regard rétrospectif sur l'exercice 24, l'institution est fière des progrès qu'elle a accomplis dans ses trois priorités stratégiques en matière de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI), qui illustrent des besoins communs dans toutes ses zones d'intervention à travers le monde :

1. Leadership inclusif : *il s'agit de l'engagement d'IFC de définir des attentes pour tous les cadres afin qu'ils dirigent par l'exemple et promeuvent une culture d'entreprise basée sur la valeur qui favorisera l'inclusion et l'éclosion d'un sentiment d'appartenance.*

Le programme d'apprentissage de la communication inclusive vise à aider le personnel à utiliser un langage inclusif pour défendre leurs collègues, développer les capacités de leadership inclusif et susciter en tout le monde à IFC un sentiment d'appartenance. Durant l'exercice 24, IFC a lancé des modules supplémentaires soulignant le rôle de la communication inclusive dans les processus de recrutement et de gestion des performances. Au 30 juin 2024, 40 % des employés avaient achevé au moins un module sur la communication inclusive. Au total, 96 % des membres du personnel qui ont achevé les trois modules sur la communication inclusive dans les recrutements, la gestion des performances et l'inclusion des LGBTQI+ ont indiqué avoir mieux compris comment utiliser la communication inclusive pour réduire les préjugés inconscients.

2. L'action fondée sur les données (précédemment la redevabilité fondée sur les données) *est l'engagement d'IFC de renforcer sa redevabilité et ses efforts de communication d'informations au public, alors qu'elle élargit ses mesures des données au-delà des questions de genre.*

L'approche fondée sur les données permet à l'institution de créer une culture de responsabilité en fixant des cibles et en mesurant les progrès vers la réalisation de ses objectifs

en matière de DEI. Durant l'exercice 24, IFC a continué à investir dans le renforcement des capacités de son tableau de bord, ce qui lui permet de suivre la représentation des nationalités constitutives des régions. L'outil de scénarios intégré dans le tableau de bord permet aux responsables d'accéder rapidement aux données sur la diversité, utiles aux objectifs de recrutement de leurs différents services — particulièrement le recrutement des femmes à des postes de haut cadre.

3. L'égalité des genres : *c'est l'engagement d'IFC de poursuivre ses avancées en matière d'égalité des genres afin d'institutionnaliser l'équité dans le développement des carrières des femmes.*

Au cours de l'exercice 24, nous avons continué de suivre la proportion des femmes occupant des postes de direction grâce à la note de l'indice de l'équilibre entre les genres (*Gender Balance Index*, GBI) — un indicateur que nous utilisons pour encourager, mesurer et suivre la répartition des genres dans nos quatre catégories professionnelles. Pour l'exercice 24, la cible de l'indice était 0,89. Au 30 juin 2024, l'indice se situait à 0,896 — en hausse de 0,07 point de pourcentage depuis l'exercice 19.

Pendant l'exercice 24, nous avons assigné aux hauts cadres des objectifs de recrutement des femmes pour avancer rapidement vers nos cibles de l'indice GBI. Nous avons en outre poursuivi la mise en œuvre de notre plan d'action sur le genre, notamment dans des domaines cibles comme les progrès sur la question de l'équité salariale, notre analyse du congé parental et l'efficacité de notre programme d'apprentissage de la communication inclusive. Les modules sur la communication inclusive contribuent à mieux sensibiliser le personnel aux préjugés sexistes potentiels, entre autres préjugés inconscients, ce qui accompagne les efforts que fait IFC pour obtenir la re-certification liée aux dividendes économiques pour l'égalité des genres (*Economic Dividends for Gender Equality*, EDGE).

Pour de plus amples informations sur la démographie du personnel et les programmes visant à créer un milieu de travail plus diversifié, équitable et inclusif, rendez-vous à l'adresse www.ifc.org/en/about/diversity-equity-inclusion.

RAPPORT DU CABINET D'AUDIT

IFC a confié à EY une mission d'assurance limitée portant sur un ensemble d'informations non financières présentées dans le rapport annuel. La nature, la portée et les conclusions de cette mission sont présentées dans notre rapport d'assurance limitée figurant dans la version en ligne du rapport annuel d'IFC.



LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel, conformément aux statuts de la Société. Le président d'IFC et de son Conseil d'administration a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs.

RESTEZ EN CONTACT

Le site Web d'IFC, www.ifc.org, contient des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier ; diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés ; et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du Rapport annuel 2024 d'IFC, www.ifc.org/annualreport, contient des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume, ainsi que les versions en langue étrangère disponibles.

Site web d'IFC

ifc.org

Rapport annuel

ifc.org/AnnualReport

Index des médias sociaux

ifc.org/SocialMediaIndex

Équipe du**Rapport annuel d'IFC :****Steven Shalita**Directeur, communication
et diffusion**Jim Rosenberg**Responsable de la
communication**Keith Weller**

Rédacteur en chef

Rob WrightRédaction, gestion de la
marque et marketing**Julia Schmalz**

Montage photo

Rebecca Post

Rédaction, recherches

Damien Milverton

Rédaction

Vinit TyagiCoordonnateur des contenus
en ligne**Melanie Mayhew**Responsable en chef
de la communication,
de la production créative**Julia Oliver**Gestion des risques et des
questions liés à la réputation**Brenna Lundstrom**Transparence et
communication d'informations**Conception :**Addison
www.addison.com**Impression :**Sandy Alexander
www.sandyinc.com**Traduction :**Groupe de la Banque mondiale
— *Global Corporate Solutions* —
Traduction et interprétation**Crédits photo RA :****Première de couverture**

Dorte Verner/IFC

Deuxième de couverture

Incat Tasmania Pty Ltd.

Page 3

Banque mondiale

Page 5

Banque mondiale

Page 6

IFC

Page 9Première rangée (G-D)
Armando Gallardo/IFC,
Emídio Jozine/IFC, Narendra
Shrestha/IFC, Isadora Romero/
IFC. Deuxième rangée (G-D)
Rachmatt/Shutterstock,
Nadia Todres/IFC, Amarthia**Page 10**

Djenno Bacvic/IFC

Page 11

IFC

Pages 12-13

Banque mondiale

Page 23

Maria Galang/IFC

Pages 24-25

ViaMobilidade

Pages 26-27

César Arredondo

Page 28-29

Sidy Talla/IFC

Page 30

Amartha

Page 31

Amit Ramrakha/IFC

Pages 32-33Tiryaki Agro Gida Sanayi Ve
Ticaret A.S. de Türkiye**Page 35**

Julia Schmalz/IFC

Pages 36-37

Highland Capital

Page 38

HDFC

Page 39

IFC

Pages 40-41

Djenno Bacvic/IFC

Pages 42-43

Noella Elloh/IFC

Pages 44-45

Ajax, Oleksandra Sherhina/IFC

Page 47

Robert Weber/IFC

Pages 48-49

Julia Schmalz/IFC

Page 50-51Enripoeta Yaldes, Factsory
for IFC**Pages 52-53**

BBVA Microfinance Foundation

Back cover

Grand Musée d'Égypte

Photo couverture arrière : Le nouveau Grand Musée égyptien du Caire, l'un des rares musées au monde à avoir reçu la certification EDGE d'IFC pour les bâtiments écologiques (*Advanced Green Building Certification*). Cette certification récompense la conception et la construction intelligentes du musée sur le plan climatique, qui réduisent considérablement la consommation d'énergie et d'eau.



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE
IBRD · IDA

IFC

Société Financière
Internationale

MIGA

Agence multilatérale de
garantie des investissements

Société financière internationale

2121 Pennsylvania Avenue, NW

Washington, DC 20433 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ifc.org